
Pakistan : du désordre à la guerre civile ?

Laurent Gayer

Février 2009



**Centre
des études de sécurité**

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-86592-452-3

© Ifri – 2009 – Tous droits réservés

Toute demande d'information, de reproduction ou de diffusion peut être adressée à publications@ifri.org

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

« Focus stratégique »

Les questions de sécurité exigent désormais une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection « **Focus stratégique** », d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, « **Focus stratégique** » fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

L'auteur

Laurent Gayer est chargé de recherche au CNRS, affecté au Centre universitaire de recherche sur l'action publique et le politique (CURAPP) d'Amiens ainsi que chercheur associé au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS) à l'EHESS-CNRS à Paris. Il a récemment co-dirigé, avec Christophe Jaffrelot, *Milices armées d'Asie du Sud. Privatisation de la violence et implication des Etats* (Presses de Sciences Po, 2008), et prépare, avec Michel Boivin, un ouvrage sur la trajectoire sociale et politique des Mohajirs du Sind.

Le comité de rédaction

Rédacteur en chef : Etienne de Durand

Rédacteur en chef adjoint : Marc Hecker

Assistante d'édition : Louise Romet

Sommaire

Introduction	5
Le défi taliban	9
<i>La montée en puissance des « Talibans pakistanais »</i>	9
<i>Pachtounes vs. Pachtounes : la guerre civile comme stratégie de contre-insurrection</i>	14
Le retour des vieux démons : sectarisme, séparatismes et violences urbaines	17
<i>De Parachinar à Peshawar : escalade dans la violence sectaire</i>	17
<i>Le Baloutchistan : vers un dénouement ou un enlisement du conflit ?</i>	18
<i>Karachi : le retour des conflits ethniques en milieu urbain</i>	20
Un Etat résiduel, menacé de banqueroute	27
<i>Une crise économique aiguë</i>	27
<i>La marginalisation de l'Etat</i>	29
<i>Vers une « afghanisation » du Pakistan ?</i>	31
Conclusion	35
Bibliographie	39
Liste des acronymes	43

Introduction

La démission du président Pervez Musharraf, le 18 août 2008, est venue tourner une page dans l'histoire mouvementée du Pakistan. Ce départ marque la fin d'un régime militaire, le quatrième depuis 1947, englué dans une crise politique et judiciaire déclenchée par la suspension du président de la Cour suprême, Iftikhar Chaudhry, en mars 2007¹. Cette mise à la retraite anticipée du chef de l'Etat ouvre une nouvelle phase de transition démocratique dont l'issue est très incertaine, tant les défis auxquels fait face le pays sont de taille. Le premier d'entre eux serait, entend-on souvent dans les médias, d'ordre « sécuritaire ». Depuis l'été 2007, le Pakistan est effectivement confronté à une vague d'attentats-suicides sans précédent. De 7 incidents en 2006, on est passé à 56 en 2007 et 63 en 2008². Le Pakistan est ainsi en passe de devenir le premier pays du monde en termes de victimes d'attentats-suicides, devançant l'Irak, l'Afghanistan et le Sri Lanka³.

Aussi fréquents et meurtriers qu'ils soient⁴, ces attentats et la « crise sécuritaire » à laquelle on les associe habituellement ne donnent pourtant qu'une faible mesure de ce qui se joue actuellement au Pakistan, et de ce

Nous tenons à remercier Mariam Abou Zahab, Marc Hecker et les relecteurs anonymes sollicités par l'IFRI pour leurs commentaires avisés sur une version préliminaire de ce texte.

¹ Sur cette crise politico-judiciaire, voir Laurent Gayer, « Le général face à ses juges : la fronde de la justice pakistanaise », *Critique internationale*, n° 42, janvier-mars 2009.

² Le premier attentat suicide perpétré au Pakistan remonte au 17 mars 2002, qui voit deux kamikazes du Lashkar-e Jhangvi, un groupe sectaire sunnite, se faire exploser dans un temple protestant de l'enclave diplomatique d'Islamabad, tuant 5 personnes. Au total, près de 140 attentats-suicides ont été recensés entre 2002 et 2008, faisant autour de 1700 victimes. Les zones les plus affectées sont la North West Frontier Province (41 % des incidents) puis le Pendjab (21 %) et les « zones tribales » (19 %). Les principales cibles de ces attaques sont les forces de sécurité (dans 61 % des cas), les lieux de culte et les personnalités religieuses (13 %), la classe politique (12 %) et loin derrière les étrangers (4 %) ; voir « Violence claims 7,997 lives in 2008 », *Daily Times* (Lahore), 21 janvier 2009 ; Shayan Rajani, « Suicide bombings: a look back », *The Herald* (Karachi), novembre 2008, p. 25.

³ *Sair Bin* (Tour d'horizon), *BBCUrdu.com*, 21 décembre 2008 ; entre le 1er janvier et le 31 août 2008, 28 attentats-suicides ont fait 471 victimes au Pakistan ; bien que l'Irak et l'Afghanistan aient connu un nombre plus important d'incidents au cours de cette période (respectivement 42 et 36), ceux-ci se sont révélés moins meurtriers (faisant respectivement 463 et 436 victimes) ; voir Amir Mir, « Pakistan tops Iraq, Afghanistan in suicide bombing deaths », *The News* (Islamabad), 15 septembre 2008.

⁴ En 2008, ces attentats ont fait 967 victimes ; voir « Violence claims 7,997 lives in 2008 », *Daily Times*, 21 janvier 2009.

qui s'apparente de plus en plus à une guerre civile déclinée en affrontements localisés, qui pour la seule année 2008 a fait près de 8000 victimes⁵. A la suite de Stathis Kalyvas, on entendra ici la notion de « guerre civile » comme « un affrontement armé à l'intérieur des frontières d'une entité souveraine, opposant des parties qui au moment du déclenchement des hostilités se trouvaient assujetties à une autorité commune »⁶. Pour Kalyvas, ce mode de conflictualité implique nécessairement une recomposition territoriale à l'intérieur des Etats qui y sont sujets : la guerre civile aboutit fatalement à « la violente division physique d'une entité souveraine en factions armées rivales »⁷. C'est précisément ce à quoi l'on assiste actuellement au Pakistan, avec l'émergence de seigneurs de guerre (le mollah Fazlullah dans la vallée de Swat, Baitullah Mehsud au Sud Waziristan, Gul Bahadur au Nord Waziristan, Mangal Bagh dans l'agence de Khyber...), qui ne mènent pas seulement la guerre à l'Etat mais lui contestent de manière effective sa souveraineté, notamment en matière de justice et de sécurité. Ce phénomène de *warlordism*, inédit au Pakistan, se cantonne pour l'heure aux régions pachtones du Nord-Ouest. Ailleurs dans le pays, on assiste cependant à la résurgence, ou plutôt à la réactualisation, de formes de conflictualité plus anciennes : rébellions armées (au Baloutchistan depuis 2003), émeutes urbaines (à Karachi depuis 2007) et violences sectaires (dans l'ensemble du pays, et plus particulièrement dans l'agence de Kurram et dans le district de Hangu de la North West Frontier Province).

Dans tout le pays, les identifications communautaires – ethniques, sectaires ou tribales – se trouvent aiguisées et polarisées par la multiplication des affrontements entre les groupes miliciens qui prétendent œuvrer à la « protection » de leur communauté⁸. Et face à la montée en puissance des « militarismes civils »⁹ de toutes sortes, l'Etat semble impuissant. Divisée, la coalition sortie des urnes en février 2008 est largement dysfonctionnelle. Après avoir longtemps hésité sur la marche à suivre face à la rébellion des « Talibans pakistanais », l'armée a quant à elle entrepris de mobiliser en première ligne les milices tribales (*lashkars*) pachtones, au risque d'attiser le conflit. La crise économique que traverse

⁵ *Ibid.* Tous conflits confondus, la violence politique avait fait 907 morts en 2006 et 3448 en 2007. Ce bilan pour 2008, compilé par le *Pakistan Institute for Peace Studies*, un institut de recherche indépendant pourtant reconnu pour la qualité de ses travaux, est peut être excessif. Un analyste indien, spécialiste des conflits intérieurs du Pakistan, avance pour sa part le chiffre de 6715 victimes pour 2008, contre 3599 en 2007 et 1471 en 2006 ; voir Kanchan Lakshman, « Skirting Failure », *South Asia Intelligence Review*, vol. 7, n° 28, 19 janvier 2009, consultable à l'adresse suivante : http://satp.org/satporgtp/sair/Archives/7_28.htm

⁶ Stathys Kalivas, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 17.

⁷ *Ibid.*

⁸ Sur la frontière ténue entre protection, prédation et oppression dans les mouvements miliciens contemporains, en Asie du Sud et au-delà, voir Laurent Gayer et Christophe Jaffrelot (dir.), *Milices armées d'Asie du Sud. Privatisation de la violence et implication des Etats*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, et David Pratten et Atreyee Sen (eds.), *Global Vigilantes*, London, Hurst, 2007.

⁹ Nous empruntons cette expression à Sandrine Perrot, qui l'a utilisée à l'occasion du colloque « Regards croisés sur les milices d'Afrique et d'Amérique latine », CERI, Paris, septembre 2008.

actuellement le pays limite considérablement la marge de manœuvre de ces acteurs, et expose le pays à la menace de troubles sociaux de grande ampleur. L'avenir du Pakistan paraît donc bien sombre, et il est temps que ses partenaires étrangers prennent toute la mesure du désordre qui s'y installe, pour aider l'équipe actuellement au pouvoir à enrayer la « descente vers le chaos »¹⁰ de ce pays, le sixième du monde par sa population.

Cet article vise précisément à analyser l'origine de ce désordre qui résulte aussi bien de la montée en puissance des « Talibans pakistanais » que du retour des vieux démons que sont le sectarisme, les séparatismes et les violences urbaines. Il cherche enfin à esquisser des pistes qui pourraient permettre de renforcer un Etat pakistanais résiduel mais pas nécessairement condamné à l'impuissance.

Carte générale du Pakistan



¹⁰ Ahmed Rashid, *Descent into Chaos. How the War against Islamic Extremism is Being Lost in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Londres, Penguin, 2008.

Le défi taliban

La montée en puissance des « Talibans pakistanais »

Jusqu'à l'intervention des Etats-Unis et de leurs alliés en Afghanistan, fin 2001, les soutiens pakistanais des « étudiants »¹¹ afghans au Pakistan n'étaient pas eux-mêmes qualifiés de « Talibans ». Au cours des dernières années, le Pakistan a pourtant vu se développer un nouveau mouvement jihadiste pachtounes dont les militants se sont trouvés affublés, par les médias locaux, du titre de « Talibans pakistanais » — en raison de leur proximité idéologique avec leurs voisins afghans, bien plus que pour le rôle actif des étudiants dans le mouvement. Ce mouvement s'est développé depuis 2002 dans les « zones tribales » frontalières de l'Afghanistan, pour s'étendre à la North West Frontier Province (NWFP) voisine [voir carte].

Les premiers commandants de ces « Talibans pakistanais » étaient de jeunes Pachtoues qui, tels Nek Mohammad, avaient combattu dans les rangs des Talibans afghans avant de faire fortune en escortant les dirigeants et les militants d'Al Qaïda hors d'Afghanistan, suite au déclenchement de l'opération *Enduring Freedom*¹². A l'instar de leurs homonymes afghans, les Talibans pakistanais ont d'abord cherché à apparaître comme une réponse au problème de l'insécurité, en s'attaquant aux criminels notoires (notamment au Nord Waziristan, au cours de l'année 2005). Ces activités de « vigilantisme » leur ont initialement valu le soutien de la population locale et leur ont permis de s'imposer comme une nouvelle force politique dans la zone, au détriment des autorités tribales traditionnelles. Parallèlement, en alternant attaques contre les forces gouvernementales et « accords de paix » avec les autorités, les miliciens islamistes ont consolidé leur autorité. Et lorsque l'armée a fini par prendre conscience de l'ampleur du phénomène, et décidé de remobiliser les structures tribales traditionnelles pour endiguer la menace, il était trop tard : bien au-delà de leurs capacités militaires, l'influence des Talibans pakistanais se mesure à leur travail de sape d'un système tribal déjà malmené par la monétarisation et la criminalisation de l'économie locale, auxquelles le *jihad* afghan, le développement du trafic de l'héroïne afghane ou encore l'émigration vers le Golfe ont largement contribué depuis les années 1970¹³. La réponse tardive du régime Musharraf au problème, par

¹¹ Le terme arabe *talib'ilm* (pl. *tulaba* en arabe, *taliban* en pashto) désigne de manière générique tout « étudiant », et non exclusivement, comme on le lit parfois, les « étudiants en religion ».

¹² Sur la trajectoire de Nek Mohammad, voir Mariam Abou Zahab, « La frontière dans la tourmente: la talibanisation des zones tribales », *Outre-Terre*, à paraître.

¹³ Mariam Abou Zahab, « Changing Patterns of Social and Political Life Among the Tribal Pashtuns in Pakistan », intervention au colloque « Dynamics of

le recours aux institutions « traditionnelles » (notamment aux assemblées tribales, les *jirgas*), n'était pas seulement discutable d'un point de vue militaire : elle reposait surtout sur des prémisses sociologiques erronées, en refusant de voir ce mouvement des Talibans locaux pour ce qu'il est, à savoir un produit et un agent de la modernisation politique et sociale de la ceinture pachtoune, émergeant sur les décombres du système tribal. Comblant le vide politique ouvert par cette crise du système tribal et par l'absence de démocratisation des FATA¹⁴, les Talibans se sont également attaqués frontalement aux leaders tribaux tentés de coopérer avec le gouvernement. Avant même la création du Tehrik-e Taliban Pakistan (Mouvement des Talibans du Pakistan - TTP) en 2007, au moins 200 chefs tribaux ont ainsi été éliminés par les miliciens islamistes au motif de leur complicité supposée avec le pouvoir civil et militaire¹⁵. Et afin de marquer les esprits, les Talibans ont donné à ces meurtres une dimension rituelle : les victimes désignées reçoivent ainsi une aiguille, un fil et mille roupies (10 euros), afin de payer et coudre leur linceul¹⁶.

Le TTP a vu le jour en décembre 2007 à l'initiative d'une trentaine de chefs miliciens des FATA et de la NWFP, qui ont désigné Baitullah Mehsud comme leur émir. Agé de 35 ans, celui-ci serait originaire du village de Landhi Dhok, dans la région de Bannu (NWFP), frontalière du Waziristan. Mehsud n'a pas été scolarisé, et n'est donc pas un produit des *madrassas*, à la différence des leaders du mouvement des Talibans afghans de première génération, aux côtés desquels il a combattu dans les années 1990. Il se serait formé à la guérilla sous la tutelle du célèbre *mujahid* afghan Jalaluddin Haqqani (devenu l'un des principaux commandants du mouvement des Talibans de « seconde génération »), et a fait allégeance au mollah Omar, dont il partage l'idéologie : un salafisme-jihadisme dérivé du courant deobandi du sunnisme hannafite¹⁷. Figure marginale de la scène islamiste pachtoune jusqu'en 2004, il a accédé à la notoriété en prenant la succession de Nek Muhammad Wazir (tué dans un tir de missile en juin 2004) à la tête de l'insurrection islamiste du Sud Waziristan. En février 2005, il signe un cessez-le-feu avec le gouvernement qui en fait *de facto* « l'émir du Sud Waziristan », ainsi que le surnomme alors la presse pakistanaise. Cette trêve sera cependant rompue en juillet 2007, suite à l'attaque de l'armée pakistanaise contre la Mosquée rouge d'Islamabad, qui va radicaliser les Talibans pakistanais et conduire à une escalade militaire dans le conflit qui les oppose au pouvoir central.

Contemporary Islam and Economic Development in Asia, from the Caucasus to China », New Delhi, 17 avril 2008.

¹⁴ *Federally Administered Tribal Areas* (FATA) ; il s'agit de 7 « agences » tribales placées sous un régime juridique d'exception et sous l'autorité directe du chef de l'Etat. Les FATA ont une population de 3 millions d'âmes, qui s'ajoutent aux 28 millions de Pachtoune résidant ailleurs au Pakistan.

¹⁵ Hassan Abbas, « A Profile of Tehrik-i-Taliban Pakistan », *CTC Sentinel*, 1 (2), p. 2, disponible à l'adresse suivante : <http://www.ctc.usma.edu/sentinel/CTCSentinel-Vol1Iss2.pdf>

¹⁶ Ahmed Rashid, *Descent into Chaos*, *op. cit.*, p. 275.

¹⁷ Du nom du séminaire de Deoband, fondé en 1867 dans le nord de l'Inde. Précisons cependant que les dirigeants de ce séminaire, le plus prestigieux d'Asie du Sud, ont pris leurs distances avec les Talibans afghans et, au cours des dernières années, ont dénoncé le recours au terrorisme au nom de l'islam.

Carte de la NWFP et des FATA



Source : Pahari Sahib, http://en.wikipedia.org/wiki/Image:NWFP_FATA.svg

La dénomination du TTP s'inspire probablement d'initiatives plus anciennes, notamment d'un groupe homonyme apparu en 1998 dans l'agence tribale d'Orakzai¹⁸. Le TTP se distingue pourtant de ses prédécesseurs, par sa vocation à coordonner les activités de l'ensemble des milices jihadistes du pays. A sa tête, on trouve une « assemblée consultative » (*majlis-e shura*) composée d'une quarantaine de membres. Les plus éminents d'entre eux sont Baitullah Mehsud (l'émir du groupe), Maulana Hafiz Gul Bahadur (vice-émir) et Maulana Faqir Muhammad (formé dans les *madrassas* salafistes de la NWFP, celui-ci est l'un des principaux points de contact du TTP avec les jihadistes arabes¹⁹ mais aussi avec la milice de Mullah « Radio » Fazlullah, l'émir de la vallée de Swat [voir infra]). Le choix de ces trois hommes n'est pas seulement dû à leurs antécédents jihadistes mais aussi à leur origine géographique, chacun

¹⁸ Hassan Abbas, « A Profile of Tehrik-i-Taliban Pakistan », *art. cité*.

¹⁹ *Ibid.*, p. 3.

représentant une zone insurgée : le Sud Waziristan pour Mehsud, le Nord Waziristan pour Gul Bahadur et l'agence de Bajaur pour Faqir Muhammad. Mais si la *shura* du TTP inclut d'abord des représentants des 7 « agences tribales » composant les FATA, elle a également accueilli des personnalités originaires de la NWFP voisine, en particulier des districts de Swat, Bannu, Tank, Lakki Marwat, Dera Ismail Khan, Kohistan, Bunner et Malakand, où l'influence des Talibans n'a cessé de s'accroître au cours des dernières années. Au début du mois de janvier 2009, l'émir du TTP dans les agences de Khyber et d'Orakzaï, Zulfiqar Mahsud, a confirmé l'ambition du groupe d'étendre ses activités à la NWFP. Cette tâche sera confiée à Habibur Rehman dans le district de Mardan et à l'émir du TTP pour la région de Peshawar, un certain « Abdullah »²⁰.

En dépit de ses ambitions hégémoniques, le TTP n'est qu'une plateforme de groupes largement autonomes les uns des autres, et parfois rivaux²¹. Cette alliance de circonstance a d'abord permis aux commandants du Waziristan de s'affirmer sur la scène jihadiste régionale et nationale, au point d'y détrôner des leaders jihadistes historiques tels que Hafiz Muhammad Saïd, l'émir du Lashkar-e Tayyeba (LeT), ou Masood Azhar, le leader du Jaish-e Mohammad (JeM). Les groupes locaux qui se sont affiliés au TTP y ont pour leur part trouvé une garantie de financement et une protection vis-à-vis des populations tribales tentées de repousser ces

²⁰ Harun Rashid, « Bandobasti elaqon main ta'yanatian » (Nouvelles affectations dans la NWFP), *BBCUrdu.com*, 8 janvier 2009.

²¹ La nomination de Gul Bahadur au poste de vice-émir du TTP a suscité l'hostilité de certaines composantes du mouvement. Bahadur semble en effet poursuivre son propre agenda et, au cours de l'hiver 2007-2008, il a refusé de prêter main forte à Baitullah Mehsud face à l'armée pakistanaise, de peur de compromettre la trêve qu'il avait signée avec celle-ci. Depuis, il a pris la tête d'une faction du TTP hostile à Baitullah Mehsud, à laquelle se sont notamment affiliés Maulvi Nazir, commandant taliban de Wana (Sud Waziristan) et Haji Namdar Khan, commandant de la milice Amr Bil Maruf Wa Nahi Anil Munkar (Promotion de la vertu et répression du vice), basée dans l'agence de Khyber ; voir Rahimullah Yusufzaï, « A who's who of the insurgency in Pakistan's North West Frontier Province », *Terrorism Monitor*, vol. 6, n° 18, 22 septembre 2008. Les rivalités entre ces factions jihadistes peuvent parfois prendre un tour violent : Haji Namdar Khan a été assassiné en août 2008 par un tueur de Baitullah Mehsud, tandis que dans l'agence de Mohmand, le leader local du TTP, Maulvi Omar Khalid (éliminé par les forces de sécurité le 21 janvier 2009), est entré en conflit avec la Jama'at-ud Dawa (JUD, nouvel avatar du groupe jihadiste Lashkar-e Tayyeba, soupçonné d'être à l'origine des attaques de Bombay de novembre 2008). Le chef local de la JuD, Muslim Khan, a été assassiné au cours de l'été 2008 par les hommes d'Omar Khalid, qui ont également capturé plusieurs dizaines de combattants de la JuD. Le groupe d'Omar Khalid est également entré en conflit avec un groupe local de Talibans, commandé par un certain Shah Khalid. Les combats entre les deux groupes ont fait une quinzaine de morts en juillet 2009, dont quatre otages exécutés par les hommes d'Omar Khalid (parmi lesquels figuraient Shah Khalid et son bras droit) ; voir Syed Talat Husain, « The Gathering Storm », *Newsline*, août 2008. Ces rivalités recoupent souvent des clivages tribaux ; voir Rahimullah Yusufzaï, « The impact of Pashtun tribal differences on the Pakistani Taliban », *Terrorism Monitor*, vol. 6, n° 3, 11 février 2008.

milices armées²². La plupart de ces mouvements sont très localisés et ont émergé de manière *ad hoc* depuis 2005, leur arrimage aux réseaux jihadistes régionaux ne s'étant opéré que dans un second temps²³.

La situation est d'autant plus complexe, sur le terrain, que des jihadistes et des militants sectaires venus du Pendjab, ainsi que des combattants étrangers (arabes, ouzbeks et à présent afghans), opèrent également dans les zones tribales et dans la NWFP, qui selon l'expression du journaliste Ahmed Rashid s'apparentent désormais à un « millefeuille terroriste »²⁴. Plusieurs éléments indiquent qu'un rapprochement s'opère actuellement entre les Talibans pakistanais et les extrémistes sectaires du Pendjab. Ainsi, les vidéos diffusées par le TTP en janvier 2009, qui pour la première fois incluent des testaments filmés de kamikazes, sont accompagnées d'une bande sonore où l'on reconnaît un hymne du groupe sectaire pendjabi Lashkar-e Jhangvi (LeJ)²⁵. De surcroît, en février 2009, les Talibans du Sud Waziristan ont exécuté un ingénieur polonais kidnappé quelques mois plus tôt, après que les autorités pakistanaises eurent refusé de libérer quatre militants du LeJ²⁶. L'implication croissante d'Afghans, venus des provinces de Nangarhar ou de Kunar, dans les combats en cours dans les FATA et la NWFP suggère pour sa part que cette région n'a plus rien d'un sanctuaire pour les Talibans afghans et s'apparente désormais à une véritable zone de guerre, au même titre que le sud et l'est de l'Afghanistan²⁷. Les attaques se multiplient actuellement contre les convois de l'OTAN à Peshawar et dans sa périphérie (7 attaques ont été recensées entre le 7 décembre et le début de l'année 2009, qui ont conduit à la destruction de 300 véhicules et conteneurs destinés aux troupes de l'OTAN), perturbant l'acheminement de la logistique à destination des troupes de la coalition en Afghanistan²⁸. Et une partie au moins de ces

²² Joshua T. White, *Pakistan's Islamist Frontier. Islamic Politics and U.S. Policy in Pakistan's North West Frontier Province*, Religion & Security Monograph Series no.1, Arlington (VA), Center on Faith and International Affairs, 2008, p. 86.

²³ *Ibid.*, p. 90-93.

²⁴ Ahmed Rashid, *Descent into Chaos*, *op. cit.*, p. 265.

²⁵ « Taliban ki vidiotep main fedayin » (Des *fedayin* dans les vidéos des Talibans), *BBCUrdu.com*, 18 janvier 2009. Sur l'histoire et la sociologie du LeJ, voir Mariam Abou Zahab, « Le SSP, héraut du sunnisme militant au Pakistan », in Laurent Gayer et Christophe Jaffrelot (dir.), *Milices armées d'Asie du Sud*, *op. cit.*, p. 190-193.

²⁶ Abdul Sami Paracha, « Taliban claim beheading Pole », *Dawn*, 8 février 2009.

²⁷ Gilles Dorronsoro, intervention à la table ronde « Afghanistan 2008 and Beyond: Understanding Local Dynamics, Dealing with Strategic Challenges », Paris, CERI, 9 décembre 2008.

²⁸ Entre 70 et 80 % du ravitaillement des troupes de l'OTAN en Afghanistan transite actuellement par le Pakistan, via le Baloutchistan ou la NWFP et l'agence de Khyber. Le poste frontière de Torkham (agence de Khyber) a été fermé à plusieurs reprises par les Pakistanais (durant une semaine en novembre 2008, puis de la fin décembre 2008 au 5 janvier 2009 et de nouveau le 14 et le 19 janvier 2009), suite au déclenchement d'opérations militaires ou d'attaques des Talibans dans la zone. Le poste frontière de Chaman (Baloutchistan) a pour sa part suspendu ses activités durant cinq jours, en janvier 2009, suite au blocus orchestré par les populations locales, en signe de protestation contre une opération anti-narcotiques qui avait fait une victime civile. Le 20 novembre, le général Petraeus, à la tête du CENTCOM, a annoncé qu'un accord venait d'être finalisé avec les

attaques sont le fait de combattants afghans (venus notamment de la province de Nangarhar) ralliés au TTP²⁹. L'attaque la plus spectaculaire du début de l'année 2009, survenue le 10 janvier dans l'agence de Mohmand, a pour sa part impliqué six cent combattants, pour la plupart venus d'Afghanistan (en particulier de la province frontalière de Kunar) mais épaulés par les Talibans locaux. Les assaillants s'en sont pris à un fort tenu par des paramilitaires, situé non loin de la frontière afghano-pakistanaise. Selon l'armée pakistanaise, cette attaque aurait fait 6 victimes dans les rangs des forces de sécurité et une cinquantaine dans ceux des assaillants³⁰.

Cette implication croissante de combattants afghans sur le terrain pakistanais, également repérée dans l'agence de Kurram [voir infra], s'ajoute aux flux de réfugiés pakistanais vers l'Afghanistan³¹ et à la recrudescence des raids conduits par les forces américaines en territoire pakistanais pour indiquer que l'espace conflictuel afghano-pakistanaise est en passe de se complexifier, et de se transformer en une zone de conflit de plus en plus étendue et indifférenciée, traversée et structurée par des flux multidirectionnels de combattants, de réfugiés, d'armes et de vivres. A travers cette extension du « domaine de la guerre » afghano-pakistanaise, c'est une nouvelle géographie politique qui se dessine. Ironie de l'histoire, c'est sous la bannière d'un salafisme aux accents universels³² qu'est en train de prendre corps le grand projet de « Pachtounistan » des nationalistes laïcs du National Awami Party (NAP) puis de l'Awami National Party (ANP).

Pachtounes vs. Pachtounes : la guerre civile comme stratégie de contre-insurrection

Sous le régime du président Musharraf, l'armée a soufflé le chaud et le froid, alternant opérations militaires et offres de cessez-le-feu. Le départ de Musharraf et le regain de pression des Etats-Unis, de plus en plus préoccupés par la situation en Afghanistan et dans le Nord-Ouest du Pakistan, se sont traduits par une remobilisation de l'armée contre les Talibans. Au cours de l'été 2008, l'armée a déclenché une vaste offensive contre les rebelles islamistes dans la vallée de Swat (NWFP) et dans l'agence tribale de Bajaur, fiefs des groupes radicaux affiliés au TTP. Des combats au sol ont été engagés après avoir eu recours à l'artillerie et

républiques d'Asie centrale, pour permettre à l'OTAN d'acheminer son matériel et son carburant par cette voie alternative, plus sûre bien que plus longue.

²⁹ Ibrahim Shinwari, « Militants raid Nato supplies, hijack 13 military trucks », *Dawn*, 11 novembre 2008.

³⁰ « Six soldiers, 40 militants killed in Mohmand clash », *Dawn.com*, 11 janvier 2008.

³¹ Suite aux opérations de l'armée pakistanaise dans l'agence de Bajaur, 15 000 Pakistanais ont trouvé refuge dans le district de Shegal de la province afghane de Kunar au cours de l'été 2008.

³² Sur l'universalisme du salafisme, et ses modes de vernacularisation, voir Laurent Bonnefoy, « L'illusion apolitique : adaptations, évolutions et instrumentalisation du salafisme yéménite », in Bernard Rougier (dir.), *Qu'est ce que le salafisme ?*, Paris, PUF, collection « Proche Orient », 2008, pp. 137-159.

l'aviation, faisant des milliers de morts³³ et conduisant au plus important déplacement de population de l'histoire récente du Pakistan (200 000 personnes ont trouvé refuge dans les camps du CICR en zones tribales et dans la NWFP³⁴ et au moins autant dans les grandes villes du pays ; fin décembre 2008, plus de 200 000 résidents de l'agence de Bajaur et de la vallée de Swat étaient encore réfugiés dans les principales villes pakistanaises³⁵).

Tout en mobilisant d'importants moyens militaires sur ces deux théâtres d'opération, l'armée a eu recours à des milices villageoises (*lashkars*), sur un modèle contractuel³⁶ qui est en passe de se généraliser à l'ensemble des zones tribales et à certains districts de la NWFP. Ces milices ont vu le jour depuis le mois de septembre 2008 dans les « zones tribales » (Khyber, Bajaur, Mohmand, Orakzai) et dans les districts de la NWFP concernés par la poussée des Talibans (Dir, Shabqadar, Mardan, Lakki Marwat, Hangu, Tank, Buner, Charsadda...). Ces milices sont soutenues et parfois armées et approvisionnées par les autorités provinciales, qui les ont mises à contribution pour défendre la capitale provinciale, Peshawar, contre un assaut ou des infiltrations des Talibans. Tout en encourageant ces initiatives de la société locale, les forces de police de la NWFP ont créé de toutes pièces une milice de jeunes gens originaires des districts frontaliers des zones tribales, chargés de lutter contre les infiltrations des Talibans dans la province³⁷.

Cette mise à contribution des populations locales dans la contre-insurrection n'est pas nouvelle. En 2007, notamment, l'armée avait eu recours à la tribu des Ahmadzaï et aux Talibans locaux pour chasser les jihadistes ouzbeks repliés à Wana, au Sud Waziristan. Cette initiative s'était soldée par une victoire militaire mais, dans le même temps, avait contribué à renforcer les Talibans locaux. Une initiative analogue, menée dans la région de Mir Ali, au Nord Waziristan, et visant à la fois les Ouzbeks de l'Islamic Movement of Uzbekistan (IMU) et les Talibans locaux, a en revanche abouti à un échec pour le gouvernement³⁸. Dans le cadre de la dernière offensive en date contre les Talibans, qui se poursuit depuis l'été 2008, ces milices tribales ont initialement connu un certain succès, notamment à Bajaur et Khyber. Ces victoires pourraient cependant n'être que de courte durée.

Plus encore, ces initiatives de militarisation de la société risquent de conduire à une escalade dans la violence, et d'alimenter la guerre civile qui

³³ Les opérations de l'armée à travers le pays (principalement dans les FATA et la NWFP) ont fait 3182 victimes en 2008, selon le *Pakistan Institute for Peace Studies* ; voir « Violence claims 7,997 lives in 2008 », *art. cité*.

³⁴ Voir <http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/html/pakistan-feature-170908>

³⁵ *Jahan nama* (Nouvelles du monde), *BBCUrdu.com*, 17 décembre 2008.

³⁶ Sur la « contractualisation » des milices armées par les Etats, voir Laurent Gayer et Christophe Jaffrelot (dir.), *Milices armées d'Asie du Sud*, *op. cit.*, p. 299.

³⁷ Zahir Shah, « Lashkars and their critics », *The Herald*, novembre 2008, p. 52.

³⁸ Rahimullah Yusufzai, « The tribes fight back », *Newsline*, octobre 2008.

sévit d'ores et déjà dans les régions pachtounes³⁹. Car les Talibans locaux sont déterminés à résister à cette offensive des *lashkars*, à la fois frontalement et par le biais d'attentats-suicides visant les leaders tribaux ralliés au gouvernement (au cours des seuls mois d'octobre et novembre 2008, plus de 160 personnes ont trouvé la mort dans des attaques-suicides visant des rassemblements de leaders tribaux, dans les agences d'Orakzaï et de Bajaur). Signe de la radicalisation du conflit entre les Talibans et les tribus loyales au gouvernement, le corps d'un commandant d'un *lashkar* anti-Talibans – assassiné par les rebelles islamistes quelques jours plus tôt dans la vallée de Swat – a été déterré le 16 décembre et pendu sur une place publique avant d'être abandonné dans un lieu inconnu⁴⁰.

Au-delà du risque d'escalade dans la guerre civile qui sévit dans les zones tribales et la NWFP, la création de ces milices sur une large échelle pourrait à terme constituer une menace pour le gouvernement, voire pour les forces étrangères présentes en Afghanistan. Les relations entre les tribus et Islamabad se sont considérablement détériorées ces dernières années, et l'on ne peut exclure que les armes distribuées pour tenir tête aux Talibans ne soient ultérieurement retournées contre l'Etat pakistanais et ses alliés étrangers. De fait, les commandants de certains de ces *lashkars* ne font pas mystère de leur volonté de s'en prendre « à l'OTAN et aux Etats-Unis, qui à l'instar des Talibans constituent une menace pour la paix régionale »⁴¹.

L'état de désordre dans lequel s'enfonce inexorablement le Pakistan n'est pas seulement le produit du conflit entre l'Etat et les islamistes radicaux. Parallèlement à ce conflit récent, apparu dans le contexte post-11 septembre 2001, le pays voit ressurgir des lignes de fractures anciennes.

³⁹ Selon le ministre de l'Information de la NWFP, Iftikhar Hussain, c'est bien à une situation de guerre civile que fait face la NWFP, et le gouvernement provincial a le devoir de prendre toutes les mesures appropriées pour y remédier ; voir Zahir Shah, « Lashkars and their critics », *art. cité*, p. 52.

⁴⁰ « Lash ki be hurmati kion ? » (Pourquoi la profanation d'un cadavre ?), *BBCUrdu.com*, 16 décembre 2008.

⁴¹ Propos du commandant d'un *lashkar* de la tribu des Salarzai, dans l'agence de Bajaur, cité dans Zahir Shah, « Lashkars and their critics », *art. cité*, p. 53.

Le retour des vieux démons : sectarisme, séparatismes et violences urbaines

Parallèlement à cette escalade du conflit entre l'Etat et les islamistes radicaux, le Pakistan voit resurgir de vieux démons. Après avoir perdu en intensité au cours des dernières années, les rivalités sectaires et ethniques refont surface, des FATA à Karachi, tandis que le séparatisme couve à nouveau chez certaines minorités comme les Baloutches.

De Parachinar à Peshawar : escalade dans la violence sectaire

L'agence de Kurram, frontalière de l'Afghanistan, présente une singularité dans la ceinture pachtoune : elle abrite une importante population tribale chiite, dont les effectifs sont évalués à 200 000 individus, soit 40 % de la population totale de l'agence. Les relations conflictuelles entre les tribus chiites (tels que les Turi) et certaines tribus sunnites (les Mangal et une partie des Bangash) sont anciennes. Déjà, pendant la période coloniale, les Turi se placèrent sous la protection des Britanniques pour échapper aux persécutions des tribus sunnites. Ces conflits inter-tribaux, portant initialement sur l'accès à l'eau et à la terre ou sur le contrôle de tombeaux de saints, ont sensiblement évolué au cours des dernières décennies. Tandis que les populations tribales chiites subissent l'influence de la révolution iranienne, le *jihad* afghan bouleverse l'équilibre démographique local (du fait de l'arrivée des réfugiés afghans) et voit les extrémistes sunnites s'implanter durablement dans la zone (Parachinar, principale ville de l'agence, est située à moins de 100 kilomètres de Kaboul et constitue une voie d'accès privilégiée à l'Afghanistan, pour les *mujahidin* basés au Pakistan). En 1986, Parachinar est le théâtre d'un massacre visant la population chiite et perpétré par des extrémistes sunnites locaux épaulés par des *mujahidin* afghans⁴². Ces violences sectaires sont cautionnées par le général Zia, qui voit là un moyen de punir les chiites locaux de leur indocilité. En septembre 1996, de nouveaux affrontements opposent les tribus sunnites et chiites, faisant 200 morts. Pour la première fois, des armes lourdes sont utilisées de part et d'autre et l'armée est appelée en renfort pour rétablir l'ordre.

⁴² Mariam Abou Zahab, « Pakistan : silence, on meurt... », *Bakchich.info*, 10 septembre 2008 consultable à l'adresse suivante : <http://www.bakchich.info/article4967.html>

Depuis 2001, les relations conflictuelles entre sunnites et chiites ont pris une nouvelle tournure. Certes, la compétition pour l'accès aux ressources occupe toujours une place centrale dans ces conflits. Mais la rivalité s'est politisée, après que les chiites locaux eurent apporté leur soutien à l'armée pakistanaise dans sa chasse aux jihadistes fuyant l'Afghanistan. Outre leur statut d'hérétiques, les chiites locaux sont donc désormais perçus comme des traîtres par les extrémistes qui ont trouvé refuge dans le sud de l'agence.

Entre avril 2007 et septembre 2008, les combats entre milices sunnites et chiites ont fait plus d'un millier de victimes (dont 700 en août-septembre 2008)⁴³, principalement chiites. Les radicaux sunnites locaux, épaulés par des Talibans du Waziristan et par des extrémistes pendjabis, ont fait régner la terreur dans l'agence tout au long du printemps et de l'été. Contrôlant les axes routiers, ils sont parvenus à stopper l'approvisionnement des populations chiites en vivres et en médicaments, tout en engageant un programme de « nettoyage sectaire ». Afin d'identifier les chiites parmi les voyageurs, ces miliciens sunnites demandaient systématiquement aux passagers masculins de relever leur *kamiz* pour repérer d'éventuelles cicatrices dans le dos, attestant d'une participation aux rituels de flagellation pratiqués par les chiites à l'occasion des célébrations de *muharram*⁴⁴.

En dépit de la signature d'un accord de cessez-le-feu entre les Turi et les Bangash le 27 septembre, la situation reste extrêmement volatile et l'attentisme des autorités fédérales devant le sort des populations civiles chiites n'a fait qu'accroître le fossé entre l'Etat central et ces populations tribales, qui se sentent abandonnées à la vindicte des extrémistes sunnites. De surcroît, ces tensions sectaires sont en train de s'étendre aux régions voisines, en particulier à l'agence d'Orakzaï et à certaines localités de la NWFP (Hangu, Kohat, Dera Ismail Khan), où les violences contre les chiites se multiplient⁴⁵. Peshawar, la capitale de la NWFP, est elle aussi menacée par ces violences sectaires et les attentats contre les lieux de culte chiites (*imambarghas*) y sont de plus en plus fréquents depuis le mois de novembre 2008⁴⁶.

Le Baloutchistan : vers un dénouement ou un enlisement du conflit ?

Le Baloutchistan, qui occupe 40 % du territoire pakistanais mais qui ne compte que 7 millions d'habitants, est à la fois la province la moins développée (45 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté) et

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Le 19 août 2008, un attentat contre un hôpital de Dera Ismail Khan a fait une cinquantaine de victimes, principalement chiites. A l'occasion des célébrations de moharram de janvier 2009, des combats ont opposé milices chiites et sunnites – ces dernières se trouvant épaulées par les Talibans locaux – à Hangu, faisant également une cinquantaine de victimes.

⁴⁶ Le plus meurtrier de ces attentats, survenu le 5 décembre, a fait 34 morts et visait un *imambargah* connu pour accueillir des chiites de Parachinar.

la plus riche en matières premières du Pakistan. C'est aussi celle où le système tribal local a le mieux résisté aux transformations sociales et économiques. Toutes les rébellions qui s'y sont succédées (1948, 1958-1959, 1962-1963, 1973-1977, 2003-...) comportaient ainsi une forte composante tribale, dans leur recrutement comme dans leur leadership.

A la différence de son prédécesseur, partisan de la manière forte, le nouveau gouvernement central souhaite parvenir à une solution négociée du problème baloutche. Le retrait de l'armée du devant de la scène constitue déjà, en soi, un facteur de normalisation de la situation, dans la mesure où les griefs des Baloutches se focalisent sur les projets de développement d'infrastructures civiles et militaires engagées par le régime du général Musharraf. Pour les nationalistes baloutches, l'adversaire n'est pas tant l'Etat pakistanais que l'armée, dominée par les Pendjabis et dans une moindre mesure par les Pachtounes⁴⁷. Le retour aux affaires des civils, sous la houlette d'un PPP dominé par les Sindis, a ainsi contribué à instaurer une atmosphère propice à l'ouverture d'un dialogue entre les autorités fédérales et les nationalistes baloutches. Le 2 mai, le Premier ministre Syed Yusuf Reza Gilani a ainsi annoncé que l'armée avait suspendu ses opérations dans la province. Il a parallèlement rendu publique une série de mesures économiques et administratives destinées à remédier au sentiment de délaissement et de discrimination des Baloutches. Quelques jours plus tard, le leader emprisonné du *Balochistan National Party*, Sardar Akhtar Mengal, a été libéré. Détenu depuis septembre 2006, Mengal était devenu un symbole de la lutte des Baloutches contre l'Etat central.

Le 1^{er} septembre, les principaux groupes insurgés du Baloutchistan, la Baloch Liberation Army, la Baloch Republican Army et le Baloch Liberation Front, ont annoncé un cessez-le-feu d'une durée indéterminée. Leurs porte-parole ont néanmoins tenu à préciser que cette décision pourrait à tout moment être révoquée, notamment si la construction de casernes militaires se poursuivait dans la province. De surcroît, ce cessez-le-feu ne concernait que les forces gouvernementales et excluait les « espions » à la solde du gouvernement central.

Ce cessez-le-feu n'a été que de courte durée. Le 4 janvier 2009, les principaux groupes armés de la province ont annoncé que le processus de paix engagé au cours des mois précédents n'était plus à l'ordre du jour. Cette décision est intervenue alors que les accrochages meurtriers se multipliaient entre les insurgés baloutches et les forces de sécurité, en particulier dans la région de Sui. Située à la frontière du Pendjab et dans le fief de la tribu rebelle des Bugtis, cette zone est l'objet de toutes les convoitises en raison de ses réserves énergétiques (en gaz naturel notamment⁴⁸). La capitale provinciale, Quetta, reste également sous

⁴⁷ 65 % des officiers et 70 % des militaires d'autres rangs sont originaires du Pendjab et entre 22 et 25 % d'entre eux sont des Pachtounes, originaires de la NWFP ou des zones tribales ; voir Hasan Askari-Rizvi, *Military, State and Society in Pakistan*, Lahore, Sang-e Meel, 2003, p. 240.

⁴⁸ Sui fournit 45 % du gaz consommé au Pakistan. Les 80 puits de Sui génèrent un revenu annuel de 1,4 milliard de dollars pour le gouvernement central mais, en

tension et les attaques attribuées aux insurgés baloutches y demeurent fréquentes.

La province est également le théâtre de violences sectaires (entre sunnites et chiites), qui pourraient être à l'origine de l'attentat qui a visé une *madrassa* près de Kuchlak le 19 septembre, et qui a fait 6 victimes. Le 14 janvier 2009, quatre policiers – tous chiites – ont pour leur part été abattus dans la périphérie de Quetta, et l'attaque a été revendiquée par les extrémistes sunnites du LeJ. La montée en intensité des violences sectaires dans la province y est directement liée à la présence des Talibans afghans, qui y ont installé leur quartier général et leurs principaux camps d'entraînement à partir de 2002⁴⁹. Et les cibles de ces attaques sectaires sont en priorité des Hazaras persanophones, d'origine afghane, massivement recrutés comme traducteurs par les Américains et l'OTAN pour leurs opérations en Afghanistan.

Karachi : le retour des conflits ethniques en milieu urbain

Peu médiatisées à l'étranger, les violences urbaines de Karachi constituent pourtant une grave menace pour la stabilité du Pakistan. Poumon économique et financier du pays, à l'instar de Mumbai en Inde, cette cité portuaire de plus de 15 millions d'habitants est depuis la seconde moitié des années 1980 la ville la plus violente d'Asie du Sud. Les violences entre les partis qui se disputent le contrôle de la ville ont fait plus de 10 000 morts depuis 1985. Elles opposent un parti nationaliste mohajir⁵⁰, le Mohajir Qaumi Movement (MQM) qui domine la vie politique locale depuis 1987, aux entrepreneurs criminels et aux partis politiques pachtounes (en particulier à l'Awami National Party – ANP)⁵¹, à une faction dissidente du MQM apparue en 1992, le MQM Haqiqi (ou « véritable »), aux islamistes de la Jama'at-e Islami (JI), au parti barelwi sectaire du Sunni Tehrik (ST) et par intermittence au PPP⁵².

Pour les partis politiques et les entrepreneurs criminels qui se disputent le contrôle de Karachi, ces violences ont à la fois une fonction économique (la captation de ressources licites [terrains, commerce des peaux animales] ou illicites [drogue, racket des entreprises et des petits commerçants]) et une fonction politique (l'intimidation voire l'élimination pure et simple des adversaires, comme cela a pu être le cas dans les conflits fratricides du MQM [Altaf] avec le MQM [Haqiqi] puis avec le ST⁵³).

2005, le montant des royalties reversées au Baloutchistan se réduisait à 116 millions de dollars ; voir Ahmed Rashid, *Descent into Chaos*, *op. cit.*, p. 284. La région a été le théâtre de violents combats entre la tribu des Bugtis et l'armée en janvier 2005, et demeure depuis agitée par des incidents sporadiques.

⁴⁹ Ahmed Rashid, *Descent into Chaos*, *op. cit.*, chap. 12.

⁵⁰ Les Mohajirs sont une population ourdouophone descendant des migrants musulmans indiens établis dans le Sud du Pakistan après la Partition de 1947.

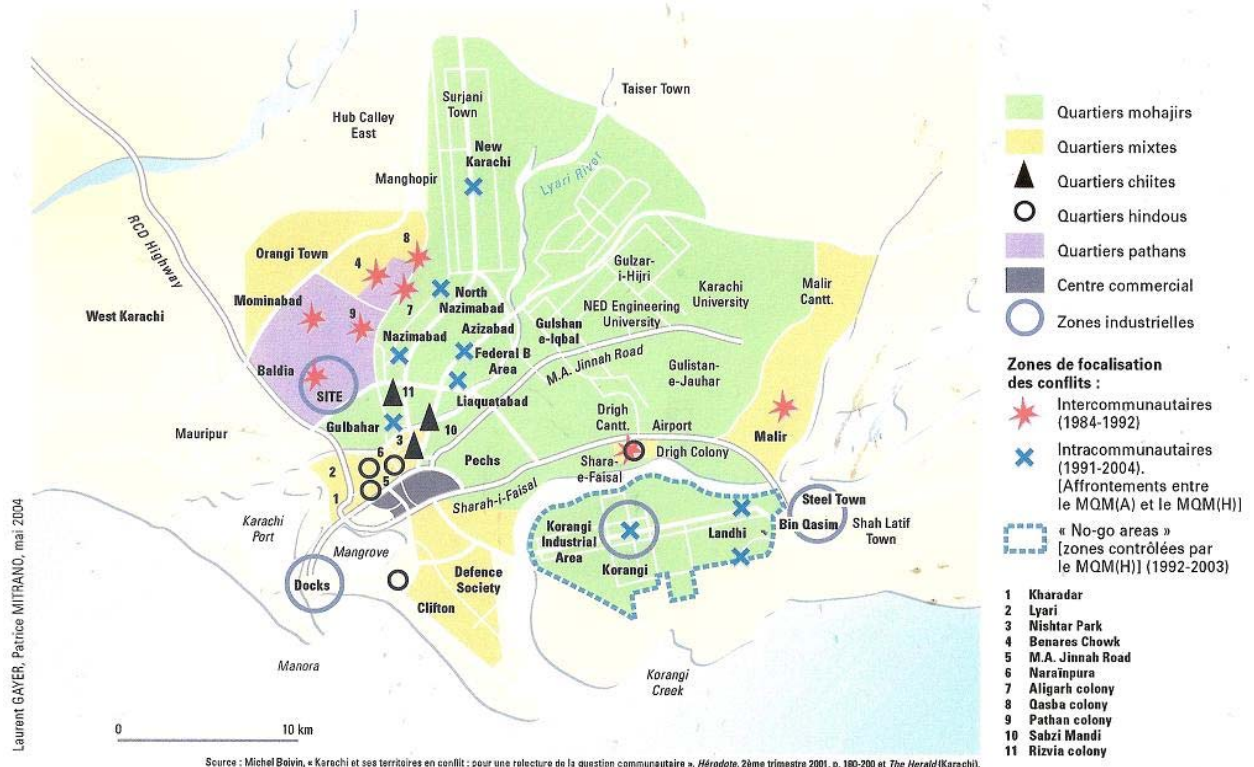
⁵¹ L'ANP est un parti nationaliste pachtoun, de tendance laïque à l'instar du MQM.

⁵² Sur le contexte et l'évolution de ces conflits, voir Laurent Gayer, « Guns, Slums and 'Yellow Devils': a Genealogy of Urban Conflicts in Karachi, Pakistan », *Modern Asian Studies*, vol. 41 n° 3, 2007, pp. 515-544.

⁵³ Entre 2003 et 2006, le ST affirme avoir perdu 75 militants dans le conflit qui l'oppose au MQM. Entretien avec Shahid Gauri, leader du ST, Karachi, janvier 2006.

Pour leurs auteurs, militants des branches étudiantes et des milices armées des partis politiques ou tueurs professionnels, ces violences ne peuvent pourtant être réduites aux seules stratégies de pouvoir de leurs commanditaires. Elles participent d'une quête de statut social et sont à la fois l'expression d'un style de vie ultra-violent et le produit de rivalités professionnelles entre les experts de la violence⁵⁴.

Karachi et ses zones de conflits (1984-2004)



Un calme relatif est revenu à Karachi à partir de 2002, après que l'armée eut retiré son soutien au MQM (H) pour faciliter la cooptation du MQM (A) par le régime du général Musharraf. Désormais protégé par l'armée, le MQM (A) a pu consolider son emprise sur la ville, au besoin par la force. Le parti a fait raser le quartier général du MQM (H) à Landhi, au Sud-Est de la ville, et redoublé d'agressivité à l'égard du ST, dont le leadership a été décimé dans un attentat dont les commanditaires n'ont toujours pas été identifiés, en avril 2006. Et lorsque l'ANP et le PPP ont cherché à réaffirmer leur présence à Karachi, à la faveur d'une visite du juge Iftikhar Chaudhry dans la ville, en mai 2007, le MQM a entrepris de s'opposer à ces concurrents par les armes, en mobilisant simultanément ses ressources bureaucratiques et militaires. La veille de la manifestation, des conteneurs saisis sur le port ont été déplacés pour barrer les

⁵⁴ Nichola Khan, « Mobilisation and Political Violence in the Mohajir Community of Karachi », *Economic & Political Weekly* (Delhi), 23 juin 2007, p. 2435-2443.

principaux axes routiers reliant l'aéroport au centre-ville, cette opération se trouvant supervisée par le ministre des Affaires maritimes (MQM) du Sind, Babar Ghauri. Et dans les heures qui ont suivi l'atterrissage du magistrat, les miliciens du MQM se sont déployés en des points stratégiques (notamment sur les échangeurs fraîchement construits par la municipalité... MQM) pour briser les cortèges de manifestants. Ces préparatifs militaires et la violence qui s'en est suivie (causant la mort d'une quarantaine de personnes) se sont déroulés sous le regard passif des forces de sécurité, policières mais aussi paramilitaires (les Rangers, placés sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, sont chargés de seconder la police dans la protection de Karachi ; mais cette force paramilitaire est régulièrement accusée de partialité et de connivence avec les groupes criminels de la ville⁵⁵). Officiellement, le MQM affirme avoir répondu à la violence des miliciens de l'ANP et du PPP. En privé, les militants du parti confient pourtant avoir « montré leurs muscles » à leurs adversaires, pour leur rappeler que « Karachi nous appartient »⁵⁶.

Cette paix armée, émaillée d'explosions de violence, a volé en éclats avec la chute du président Musharraf, lui-même mohajir et principal patron du MQM. Bien qu'il se soit allié au PPP et qu'il participe au gouvernement provincial, le parti mohajir fait face à l'animosité d'une partie de la direction du PPP, qui lui garde rancune de ses violences passées contre les militants du PPP et plus récemment de sa collusion avec le régime Musharraf. Le MQM demeure également en butte à l'hostilité de la JI, de l'ANP, du ST et des groupes criminels pachtones. La présence de chiites dans son équipe dirigeante à Karachi lui vaut également d'être régulièrement pris pour cible par des groupes sectaires. Enfin, il semble que le MQM (H) soit en passe de renaître de ses cendres, en particulier à Landhi, et qu'il se soit allié avec les milieux criminels pachtones pour éradiquer leur adversaire. La situation est donc critique pour le MQM, en particulier pour les militants de base qui vivent sous la menace constante d'attaques de leurs rivaux. Depuis la fin de l'année 2007, les assassinats de militants du MQM se multiplient sur les campus de la ville et dans les quartiers mohajirs⁵⁷. Dans un contexte de tensions croissantes entre le MQM et ses rivaux politiques et criminels pachtones, ces violences menacent de prendre une tournure ethnique sur le modèle de celles qui ont plongé la ville dans le chaos en 1985-1986. Cette fois, pourtant, le leadership mohajir et pachtone semble chercher à calmer le jeu. Mais outre que le MQM et l'ANP éprouvent de plus en plus de difficultés à contrôler leurs troupes, ces violences font intervenir des éléments criminels moins animés par des logiques politiques que par des projets d'accumulation économique qui passent notamment par l'occupation illégale de terrains (*qabza*) à la faveur des épisodes de violence

⁵⁵ Laurent Gayer, « Les Rangers du Pakistan: de la défense des frontières à la 'protection' intérieure », in Jean-Louis Briquet et Gilles Favarel-Garrigues (dir.), *Milieux criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, 2008, p. 23-55.

⁵⁶ Entretien avec un militant du MQM du quartier de Landhi, Karachi, juin 2007.

⁵⁷ Le 13 septembre 2007, des militants de l'APMSO ont pris pour cible un bus transportant des militants de l'Islami Jamiat-e Tulaba, la branche étudiante de la Jama'at-e Islami, faisant 7 victimes, dont 4 militants de l'IJT. Le 26 août 2008, un accrochage entre militants de l'APMSO et de l'IJT a pour sa part fait 4 victimes.

intercommunautaire. C'est ce qui s'est produit pendant les émeutes de 1985-1986, et de nouveau à la fin du mois de novembre 2008, à l'occasion des pires émeutes qu'ait connues la ville depuis les années 1980, qui ont fait une cinquantaine de victimes.

A l'instar de l'émeute d'avril 1985 – qui avait enclenché un cycle de violence meurtrière entre Pachtounes et Mohajirs – ces violences ont débuté après qu'un chauffeur de bus pachtoune⁵⁸ eut été pris à partie par un groupe de « passants » mohajirs⁵⁹. Comme dans les années 1980, la place de Banaras Chowk, à l'Ouest de la ville, a été l'épicentre des violences qui s'en sont suivies, du 29 novembre au 1^{er} décembre. Cette place et les ruelles environnantes abritent de nombreuses échoppes liées à l'entretien des minibus, taxis et rickshaws qui desservent la ville, aux mains d'entrepreneurs pachtounes. Le chauffeur rudoyé était lui-même un résident de Banaras Chowk et, après avoir échappé à ses assaillants, il s'est empressé de rapporter les faits aux responsables locaux de l'ANP. L'affaire s'en serait peut-être tenue là si Banaras Chowk n'avait essuyé dans la foulée des tirs attribués à des militants du MQM par les habitants du quartier⁶⁰. Suite à ces tirs et à l'incendie de deux taxis appartenant à des Pachtounes, des militants armés de l'ANP se sont déployés à Banaras Chowk pour riposter. Dans les heures qui ont suivi, les violences se sont diffusées comme une traînée de poudre à travers Karachi, d'abord dans le bidonville avoisinant d'Orangi (réputé le plus vaste d'Asie, celui-ci est principalement peuplé de Pachtounes et de Pendjabis) puis dans tout l'ouest et le nord de la ville, touchant aussi bien des quartiers à dominante mohajir (North Nazimabad, Liaqatabad, Gulberg) que des quartiers à dominante pachtoune (Qasba Colony, Baldia, Sohrab Goth) ou encore baloutche et sindie (Gadap). Et ces violences urbaines ont pris un tour de plus en plus meurtrier au fil des jours, les batailles de rue entre miliciens de l'ANP et du MQM cédant le pas à des assassinats ciblés au second jour d'émeute⁶¹.

Moins que par ces assassinats de membres de la communauté adverse, qui rappellent les modes opératoires des « émeutiers » des années 1980, ce nouvel épisode de violence se singularise plutôt par le recours massif aux mutilations à l'encontre de la population civile. Si l'usage de la torture est courant dans les affrontements entre les partis politiques qui se disputent le contrôle de la ville (notamment entre les factions du MQM et entre ce dernier et ses adversaires islamistes), il était jusqu'à présent inconnu dans les épisodes d'« émeute ». Fait nouveau, donc, des centaines de cas de mutilation (ablation des oreilles, du nez ou

⁵⁸ Le chauffeur de bus responsable de l'accident qui avait provoqué les émeutes d'avril 1985 était en fait Cachemiri, mais les émeutiers qui entendaient venger la mort de la jeune Mohajir tuée dans cet accident ne firent pas la nuance.

⁵⁹ Cette fois, il semble cependant que ces « passants » étaient des militants du MQM ; voir « Karachi main, hangame aur firing – 9 ifrad halak, 85 zakhmi, 20 garian nazr atish » (Troubles et tirs à Karachi : 9 tués, 85 blessés et 20 véhicules incendiés), *Ummat* (Karachi), 30 novembre 2008.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ « Pur tashadud hangame shidat ikhtiar kar gae – mazid 20 halak » (Les troubles violents se sont aggravés – 20 morts de plus), *Ummat*, 1^{er} décembre 2008.

d'autres organes) ont été recensés pendant les émeutes de novembre 2008, y compris de femmes et d'enfants⁶².

Les autorités provinciales du Sind ont attribué la responsabilité de ces troubles aux groupes criminels qui chercheraient à s'emparer de terrains dans les localités touchées. Mais si cette hypothèse paraît crédible, au moins dans une certaine mesure, elle ne suffit pas à expliquer l'ampleur et le bilan humain de ces violences. La passivité de la police, qui trois jours durant a abandonné la ville aux bandes armées⁶³, doit également être soulignée. Alors que les forces de police avaient reçu l'ordre de faire preuve de la plus grande fermeté à l'égard des individus attisant les tensions ethniques dans la ville, dans les jours qui avaient précédé les émeutes, les policiers ont brillé par leur absence quand celles-ci ont fini par éclater après des mois de tension⁶⁴. Cette passivité peut s'expliquer par une réaction de prudence, les miliciens des partis politiques et des groupes criminels impliqués dans ces troubles étant souvent lourdement armés (fusils d'assaut, lance-roquettes...). Mais il faut aussi compter avec la forte politisation des forces de police, qui les dissuade d'agir contre les militants des partis politiques (en particulier contre ceux du parti dominant, le MQM).

Si la dimension exclusivement ou même essentiellement « ethnique » de ces troubles peut être mise en doute (à l'instar de ceux des années 1980⁶⁵), ils risquent d'attiser les tensions entre Mohajirs et Pachtounes. Et si l'ANP cherche manifestement à contenir ces tensions, tel n'est pas le cas de tous à Karachi. Le quotidien *Ummat*, proche de la JI (dont le leadership à Karachi est plus mohajir que pachtoune, mais qui professe une haine virulente du MQM) s'est ainsi fait le défenseur des Pachtounes face aux « persécutions » du MQM, qui au cours des derniers mois aurait entrepris de recenser et de chasser les commerçants et restaurateurs pachtounes installés dans les localités à dominante mohajir⁶⁶. Cette presse ourdouphone, très hostile au MQM, s'est également fait l'écho des violences perpétrées par les militants du parti mohajir à l'encontre des Pachtounes. Et les faits divers sordides rapportés par cette presse ourdou (cas de nez et d'oreilles coupés⁶⁷) ont contribué à instaurer un climat de terreur dans la ville dans les jours qui ont précédé les émeutes de novembre⁶⁸.

Pour ces défenseurs de la communauté pachtoune de Karachi (la plus importante du pays, devant celle de Peshawar et de Quetta), la

⁶² Mansoor Khan, « Street surgery », *The Herald*, janvier 2009, p. 32.

⁶³ « 40 se zaed makan, hotel aur karkhane jala die gae – mazid 15 halak » (Plus de 40 maisons, restaurants et usines incendiés et plus de 15 morts), *Ummat*, 2 décembre 2008.

⁶⁴ Mansoor Khan, « Politics of deadly riots », *The Herald*, janvier 2009, p. 31.

⁶⁵ Laurent Gayer, « Guns, Slums and Yellow Devils », *art. cité*.

⁶⁶ « Pakhtunon ke kavaif jamah karne ke lie sector-e satah par kamitian tashkil » (Des comités formés au niveau des secteurs [du MQM] pour rassembler des détails sur les Pachtounes), *Ummat*, 27 novembre 2008.

⁶⁷ « Liaqatabab : 2 Pashtun no javan ke kan kat die gae » (Liaqatabad [localité mohajir] : deux jeunes Pachtounes ont eu les oreilles coupées), *Ummat*, 26 novembre 2008.

⁶⁸ Mansoor Khan, « Street surgery », *art. cité*, p. 30.

campagne en cours du MQM contre la « talibanisation » de la ville ne serait qu'une couverture pour mener en toute impunité le « nettoyage ethnique » des quartiers mohajirs et préparer les esprits à une vaste offensive contre la population pachtounne de la ville. De son côté, le MQM s'inquiète de l'arrivée à Karachi de Pachtones déplacés⁶⁹, fuyant les zones tribales et les districts de la NWFP affectés par les combats entre l'armée et les Talibans. Et si, officiellement, le parti voit d'abord là une menace pour l'atmosphère cosmopolite et relativement libérale de Karachi, ces craintes portent en réalité sur la remise en cause de la position dominante des Mohajirs dans la ville, tant d'un point de vue démographique que politique, économique et militaire.

Face à tous ces désordres, l'Etat Pakistanais – dont la présence semble de plus en plus résiduelle – paraît bien désarmé.

⁶⁹ On ignore le nombre exact de Pachtones arrivés à Karachi au cours des dernières années après avoir fui les combats en cours dans le nord-ouest du pays. Selon toute probabilité, leur nombre n'excède pas quelques dizaines de milliers.

Un Etat résiduel, menacé de banqueroute

L'Etat pakistanais semble à l'heure actuelle incapable d'enrayer la militarisation croissante de la société et de ses conflits⁷⁰. D'abord parce que sa capacité d'action se trouve limitée par une grave crise économique, et en particulier par l'accroissement du déficit commercial et la fuite des capitaux étrangers et nationaux. A cette crise économique, qui risque d'avoir de graves conséquences sociales et politiques, s'ajoutent les dysfonctionnements du régime actuel. Celui-ci pourrait être qualifié de « démocratie sous surveillance », où les civils – eux-mêmes profondément divisés, comme l'illustre la rivalité du président Zardari et du Premier ministre Gilani – voient leur marge de manœuvre sévèrement restreinte par l'armée. Car si celle-ci a pris ses distances avec le jeu politique suite à la nomination du général Ashfaq Kayani au poste de chef de l'armée de terre, en novembre 2007, les militaires entendent bien préserver une capacité d'action autonome, notamment à travers « leurs » services de renseignement⁷¹. Dans cette conjoncture économique et politique difficile, on peut commencer à se (ré)interroger sur la viabilité du Pakistan, ne serait-ce que pour réfléchir aux moyens de renflouer son Etat.

Une crise économique aiguë

Les défis politiques auxquels le Pakistan se trouve confronté se trouvent aggravés par la crise économique que traverse le pays. Les caisses de l'Etat sont vides, tandis que l'inflation pèse sur les couches les plus défavorisées de la population mais aussi sur les classes moyennes. Officiellement estimée à 20 %, cette inflation est en réalité plus proche de 35 % en ce qui concerne les produits alimentaires de première nécessité (riz, farine...). Et du fait de cette inflation galopante, la part de la population

⁷⁰ Cette militarisation de la société, qui se répercute sur le niveau de violence des conflits sociaux, tribaux ou encore familiaux, est alimentée par un marché intérieur de l'armement largement dérégulé, facilitant l'accès des partis, des groupes criminels et des particuliers aux armes à feu. En 1998, déjà, on estimait que 20 millions d'armes étaient entre les mains de civils, 2 millions seulement ayant été acquises légalement. Et ce chiffre n'a cessé d'augmenter depuis ; *Jahan Nama, BBCUrdu.com*, 7 février 2008.

⁷¹ L'*Inter Services Intelligence* (ISI) est, comme son nom l'indique, un service de renseignement interarmes. Dirigée par un général de corps d'armée, l'ISI est théoriquement placée sous l'autorité du Premier ministre. Dans les faits, elle est cependant contrôlée par le chef d'état-major de l'armée de terre (COAS). Dans la configuration actuelle, le conflit d'autorité est d'autant plus criant que le COAS, Ashaf Kayani, était avant sa nomination le directeur général de l'ISI et qu'il a placé l'un de ses proches à la tête de ce service en septembre 2008.

en situation de vulnérabilité alimentaire est passée de 60 à 77 millions d'individus entre mars 2007 et mars 2008, selon un rapport du Programme alimentaire mondial⁷². La hausse des prix n'est qu'en partie une conséquence de l'ascension spectaculaire du cours du pétrole en 2007, et dérive d'abord des pratiques spéculatives des négociants et des erreurs de gestion du régime Musharraf. Devant la pénurie de farine, le gouvernement central a ainsi pris des mesures pour interdire sa vente d'une province et parfois d'un district à l'autre. Ces restrictions ont conduit à aggraver la pénurie dans certaines régions, et à une hausse générale du prix de ce produit entrant dans la composition des *rotis*, ces galettes qui constituent l'élément de base de l'alimentation des plus pauvres.

Si le régime Musharraf est le premier en cause, pour sa politique de développement macroéconomique peu sensible au sort des plus démunis et sa tolérance des activités de spéculation et de contrebande (avec l'Afghanistan et l'Inde), la réponse du nouveau pouvoir civil à la crise économique n'est guère plus appropriée à la gravité de la situation. Le portefeuille des questions alimentaires n'a été attribué qu'en mai 2008, deux mois après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement. Et la nouvelle équipe au pouvoir semble manquer à la fois de la détermination et de l'expertise pour remédier à la situation⁷³.

La chute des cours du pétrole ne suffira pas à endiguer la crise économique dans laquelle le Pakistan semble s'enfoncer. La roupie a perdu 30 % de sa valeur en 2008 et le climat politique a d'ores et déjà conduit à une fuite des capitaux pakistanais vers les pays du Golfe, et notamment vers Dubai. Ce nouveau « *Dubai Chalo !* » (Allons à Dubaï), après la vague migratoire des années 1970-80, s'est accéléré avec la proclamation de l'état d'urgence par le général Musharraf en novembre 2007 puis avec l'assassinat de Benazir Bhutto le mois suivant. En l'espace d'un an, ce sont 30 milliards de dollars – soit 20 % de l'économie nationale – qui auraient quitté le pays pour être transférés à Dubaï⁷⁴. Les investisseurs étrangers ne sont pas en reste : au cours du seul mois d'octobre, ce sont 111 millions de dollars qui ont été retirés du pays par des entreprises étrangères⁷⁵. Le front de mer de Karachi atteste de cette fuite des capitaux : de gigantesques dalles de béton y surgissent de terrains vagues, souvenirs de projets pharaoniques aussi vite montés que démontés par des grandes entreprises du Golfe.

Les prévisions pour 2009 sont pour le moins sombres, la Banque asiatique de développement anticipant ainsi une chute de 2 à 3 points du taux de croissance de l'économie nationale (de 5,8 % en 2007-2008). Le soutien du FMI (qui, le 24 novembre 2008, a accordé un nouveau prêt de 7,6 milliards de dollars au Pakistan, pour une durée de 23 mois) permettra tout au plus d'amortir cette chute prévisible et ne suffira pas à relancer

⁷² Shimaila Matra-Dawood, « Life below the line », *Newsline*, juin 2008.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Nadir Hassan, « Dubai Chalo », *Newsline*, novembre 2008.

⁷⁵ Shujauddin Qureishi, « Gone with the wind », *Newsline*, novembre 2008.

l'activité et juguler l'inflation⁷⁶. Surtout, ce prêt est assorti de conditionnalités controversées et potentiellement explosives : suppression des subventions dans le secteur énergétique, hausse des impôts, et plus généralement réduction des dépenses publiques, dans un pays où l'investissement de l'Etat en matière de développement est pourtant déjà très faible.

Dans ces conditions, le chômage urbain et la pauvreté devraient poursuivre leur hausse continue, l'inflation affectant également durement les classes moyennes. Autant de facteurs favorables à la montée de la contestation sociale et, comme on le constate d'ores et déjà dans une ville comme Karachi, de la criminalité urbaine.

La marginalisation de l'Etat

Alors que le déficit commercial s'aggrave (celui-ci a augmenté de 53 % entre juin 2007 et juin 2008, pour atteindre 20,7 milliards de dollars⁷⁷), les caisses de l'Etat sont pratiquement vides. Les réserves de devises sont tombées en dessous de la barre des 9 milliards de dollars en septembre 2008, la Banque nationale pakistanaise ne possédant qu'un peu plus de la moitié de ces réserves (5,4 milliards de dollars), couvrant à peine deux mois d'importations⁷⁸.

Malgré la gravité de la situation, le gouvernement issu des élections de février 2008 agit plus en spectateur qu'en acteur de la crise. L'incurie du nouveau pouvoir a été particulièrement patente au cours des premiers mois de sa prise de fonction. Fragilisé par les tensions entre le PPP et la PML (N), notamment autour de l'avenir du président Musharraf et des magistrats déchus par ce dernier en novembre 2007, le gouvernement de Yusuf Reza Gilani semblait hésiter sur la marche à suivre. Cette vacance du pouvoir, dans les mois qui ont succédé aux élections, est attestée par le fait qu'en juin 2008, seuls 15 des 42 portefeuilles ministériels avaient été attribués, tandis qu'aucun des 45 comités parlementaires n'était encore entré en fonction⁷⁹. La rupture de la coalition PPP-PML (N) puis le départ du général Musharraf ont eu le mérite de clarifier la situation et d'accroître la marge de manœuvre du gouvernement. L'autorité de ce dernier, sur la société comme sur certaines sections de l'appareil d'Etat (l'armée et ses services de renseignement), demeure pourtant nominale.

Les tentatives infructueuses du gouvernement de Yusuf Reza Gilani pour imposer son autorité à l'Inter Services Intelligence (ISI)⁸⁰ sont révélatrices de cette faiblesse et des tensions qui émaillent actuellement

⁷⁶ Sur ce point, voir l'analyse de l'ancien ministre des Finances pakistanais Shahid Javed Burki, in Khalid Hasan, « Pakistan facing grave economic crisis », *Daily Times*, 15 décembre 2008.

⁷⁷ Shujauddin Qureishi, « Gone with the wind », *art. cité*.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Talat Hussain, « The do nothing party », *Newsline*, juin 2008.

⁸⁰ En juillet 2008, le gouvernement a annoncé que l'ISI passerait sous le contrôle du ministère de l'Intérieur, avant de revenir sur cette décision dès le lendemain, suite au refus catégorique de l'armée.

les relations civilo-militaires, étant entendu qu'il n'existe pas de divergence majeure entre l'ISI et le reste de l'armée⁸¹. Si le général Ashfaq Kayani se déclare favorable à un retrait de l'armée de la vie politique depuis sa nomination au poste de chef d'état major de l'armée de terre (COAS) en 2007, il demeure pourtant hostile, comme la plupart de ses collègues, à une mise sous tutelle de l'ISI par les civils. L'armée souhaite conserver une capacité de renseignement et d'action autonome, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Lui dénier cette capacité, comme s'emploie à le faire – fort maladroitement – le gouvernement actuel, ne pourra qu'alimenter les tensions au sein de l'appareil d'Etat, et risque à terme de conduire au retour au pouvoir des militaires. Ces tensions, encore avivées au lendemain des attaques de Bombay de novembre 2008⁸², perturbent d'ores et déjà le fonctionnement de l'Etat, et confortent ses adversaires.

Tout se passe comme si le gouvernement, revenu entre les mains des civils, n'était plus qu'un acteur parmi d'autres – et en aucun cas le plus puissant ou le plus légitime – de la compétition pour le pouvoir et l'accumulation des ressources. Ce qui semble se profiler ici, c'est la marginalisation de l'Etat, qui tend à s'affaiblir structurellement face à la société, sans pour autant disparaître. Certes, l'Etat pakistanais n'a jamais été un Etat fort et centralisé, répondant plutôt au modèle d'un Etat souple, « en pointillés », préférant la cooptation à la répression de ses adversaires dans la société⁸³. Mais même en tenant compte de l'historicité propre de l'Etat pakistanais, les évolutions récentes indiquent son recul. D'abord parce que les formes de gouvernementalité⁸⁴ du passé ne font plus recette : les offres de négociation du gouvernement avec les groupes armés privés contestant son autorité (islamistes radicaux, séparatistes...)

⁸¹ L'ISI fait partie intégrante de l'armée pakistanaise en dépit de son prétendu contrôle civil (en fait parfaitement théorique). A ce titre, ce service interarmes s'est toujours montré loyal à l'égard du chef de l'armée de terre et ses chefs sont systématiquement choisis par ce dernier parmi ses proches. La direction actuelle de l'ISI, nommée par le général Kayani, lui est redevable et partage ses orientations politiques et stratégiques. L'hypothèse de « *rogue elements* » de l'ISI échappant à tout contrôle est un mythe qui permet aux dirigeants de l'armée pakistanaise de se désolidariser de certaines actions illégitimes aux yeux de la « communauté internationale » (le soutien aux Talibans ou aux jihadistes du Cachemire) mais dûment autorisées par l'état-major, selon une logique de dénégation plausible.

⁸² Le président Asif Zardari semble avoir voulu mettre à profit la crise diplomatique engendrée par ces attaques pour affirmer son autorité face à l'armée, notamment en refusant d'accéder à la demande de l'armée, qui pressait le pouvoir civil de défendre la distinction entre le Lashkar-e Tayyeba et l'organisation écran qu'est la Jama'at-ud Dawa, à son tour déclarée organisation terroriste par les Nations unies en décembre 2008. Dans la foulée de cette interdiction, le gouvernement a conduit des descentes de police contre les bureaux de la JuD, auxquelles ne furent conviés aucun représentant des services de renseignement ; voir Syed Saleem Shahzad, « Pakistan's military takes a big hit », *Asia Times Online*, 13 décembre 2008.

⁸³ Sur la trajectoire historique de l'Etat pakistanais, voir Laurent Gayer, « Le Pakistan : un Etat en formation dans un contexte de turbulences intérieures et régionales », *Annuaire français de relations internationales*, 2004, Paris/Bruxelles, La Documentation française/Bruylant, p. 395-416.

⁸⁴ Suivant en cela Jean-François Bayart, nous employons ici ce terme emprunté à Michel Foucault au sens d'« action sur des possibles » ; voir Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

ont été sévèrement décrédibilisées par ses revirements continus, sous la pression de ses alliés occidentaux. De surcroît, les adversaires de l'Etat dans la société se sont considérablement renforcés, politiquement et militairement, au cours des dernières années. L'incapacité de l'armée à venir à bout de la résistance des Talibans pakistanais est là pour témoigner de ce nouveau (dés)équilibre des forces, au détriment des forces armées régulières.

L'exemple de la vallée de Swat (NWFP), située à moins de 150 kilomètres de la capitale, est à cet égard éloquent. Après un an d'offensive militaire, les Talibans sont loin d'y avoir désarmé. Au contraire, leur influence semble s'étendre dans la vallée, jusque dans son principal centre urbain, Mingora. Les Talibans patrouillent régulièrement dans la ville, dont la place principale a été surnommée « la place du massacre » (*Chowk Zebakhana*), après que les miliciens islamistes y eurent abandonné 27 cadavres au cours du mois de décembre 2008, en intimant aux habitants de ne pas retirer les corps avant le matin suivant⁸⁵.

Dans plusieurs cantons de la vallée (Matta, Khwazakhela et Kabal), les miliciens islamistes se sont substitués à l'Etat, contrôlant les commissariats, les prisons et les tribunaux. Tous les vendredi, ils organisent des tribunaux en plein air, et exécutent les sentences (flagellation, peine de mort) en public⁸⁶. Les jeunes filles ne peuvent plus se rendre à l'école (130 écoles, dont 80 de filles, ont été détruites par les Talibans locaux, privant 72 000 jeunes filles d'accès à l'éducation⁸⁷) et les bazars sont désormais interdits aux femmes. Face à cette poussée des Talibans, les représentants de l'Etat s'enfuient : les élus et chefs de partis locaux ont tous fui la vallée, au moins 800 policiers (soit la moitié des effectifs de la police locale) ont déserté ou pris un congé prolongé, et les paramilitaires redoutent de se trouver postés dans la zone⁸⁸.

Vers une « afghanisation » du Pakistan ?

Faut-il pour autant en conclure que le Pakistan s'achemine vers la déliquescence, sur le modèle de l'Afghanistan voisin ? La réponse est pour l'heure négative. D'abord parce que le phénomène de *warlordism* récemment importé d'Afghanistan reste pour l'heure cantonné à la ceinture pachtoune. Ensuite parce qu'il existe des pôles de stabilité, politiques et régionaux (le Pendjab, province la plus peuplée du pays et principal vivier de recrutement de l'armée, qui n'échappe pas aux violences islamistes⁸⁹

⁸⁵ Ismail Khan, « Desperate moves on to secure Swat – the lost valley », *Dawn*, 15 janvier 2009.

⁸⁶ Maqbool Ahmed, « 'Holy' Writ », *The Herald*, novembre 2008, p. 69.

⁸⁷ *Jahan Nama*, *BBCUrdu.com*, 26 décembre 2008. Selon une autre source, ce sont 181 écoles qui auraient été détruites dans la vallée ; voir Ismail Kan, « Desperate moves on to secure Swat », *art. cité*.

⁸⁸ Maqbool Ahmed, « City in Fear », *The Herald*, novembre 2008, p. 72.

⁸⁹ Outre que les attentats s'y sont multipliés au cours des deux dernières années, en particulier à Islamabad et à Lahore, le Pendjab a pour la première fois été le théâtre d'une action de guérilla attribuée à des Talibans pachtoune, le 7 février 2009. Cette attaque, qui visait un poste de contrôle des forces de sécurité à

mais où la présence de l'Etat et le sentiment d'appartenance nationale restent les plus forts). Les pôles de stabilité politiques qui préservent le Pakistan d'une guerre civile généralisée, ne sont pas nécessairement ceux qu'avaient identifiés, et cultivés, les chancelleries occidentales jusqu'à une date récente. Sous couvert de protéger le Pakistan, l'armée pakistanaise l'a divisé, et s'est elle-même divisée (comme en témoignent la complicité de militaires du rang ou de sous officiers dans les tentatives d'assassinat du général Musharraf, ainsi que les actes d'insubordination et de désertion des soldats et paramilitaires refusant de cautionner les opérations militaires en cours dans les FATA et la NWFP). Enfin, plutôt que de faire barrage à la mouvance jihadiste, l'armée l'a nourrie et instrumentalisée avant d'en perdre le contrôle. Loin de résoudre la crise actuelle, un nouveau coup d'Etat militaire ne pourrait que « brutaliser »⁹⁰ un peu plus la vie politique pakistanaise et élargir les fractures de la société. Ce qui n'exclut pas que l'armée puisse demeurer un pôle de stabilité *stratégique*, principalement au titre de gardien de l'arme nucléaire.

Les activités de prolifération du Dr. A.Q. Khan et les rencontres avérées entre certains responsables du programme nucléaire pakistanaise et les dirigeants d'Al Qaïda ont entretenu la crainte de fuites de matériaux nucléaires vers les réseaux jihadistes. Pour l'heure, ces craintes paraissent cependant infondées. Si le Dr. Khan a pu proliférer en paix, c'est qu'il avait l'aval du pouvoir militaire et cantonnait ses activités à un cadre étatique, auprès d'alliés du Pakistan. Quant aux responsables du programme nucléaire mis en cause pour connivence avec Al Qaïda, ils n'étaient probablement pas les meilleurs interlocuteurs sur le marché. Ainsi le plus en vue d'entre eux, Sultan Bashiruddin Mehmood⁹¹, est-il de notoriété publique un excentrique, célèbre pour ses projets de mise à contribution des djinns dans l'approvisionnement en énergie du Pakistan... De surcroît, la sécurité de l'arsenal nucléaire pakistanaise a été renforcée au cours des dernières années, comme les experts américains en conviennent⁹². Moins

Mianwali, a fait 8 victimes parmi ces dernières. Il s'agit du premier signe d'une possible extension du conflit du nord-ouest vers le Pendjab.

⁹⁰ On entendra ici le terme de « brutalisation » au sens que lui a donné l'historien George Mosse, à savoir le processus de « durcissement » en vertu duquel la politique apparaît progressivement comme « une bataille qui ne cesserait qu'avec la reddition inconditionnelle de l'ennemi » ; voir George L. Moss, *De la grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999 [1990], p. 183.

⁹¹ A l'origine de la conception du réacteur nucléaire de Khushab (un réacteur à eau lourde produisant du plutonium), Mahmood a été relevé de ses fonctions en 1999 et a par la suite fondé une ONG « humanitaire », Ummah Tamir-e Nau (la reconstruction de l'Ummah), active en Afghanistan. Il y a rencontré Oussama Ben Laden et Ayman al-Zawahiri en août 2001 et se serait entretenu avec eux de questions nucléaires, bien qu'il ait toujours prétendu que ces discussions soient demeurées à un plan « théorique ». Interpellé par l'ISI en octobre 2001, il a été relâché trois mois plus tard.

⁹² Voir Paul Kerr et Mary Beth Nikitin, « Pakistan's Nuclear Weapons : Proliferation and Security Issues », *CRS Report for Congress*, 20 juin 2008 et Kenneth N. Luongo, « Nuclear security in Pakistan after Musharraf », *WMD Insights*, octobre 2008. Voir également, sur ce point, l'avis de Graham Allison, cité dans David E. Sanger, « Obama's worst Pakistan nightmare », *The New York Times*, 8 janvier 2009.

que des fuites individuelles, ces experts et la « communauté du renseignement » américains redoutent à présent que l'ensemble du programme nucléaire ne tombe entre les mains d'islamistes radicaux, à la faveur d'un coup d'Etat⁹³. Ce scénario catastrophe relève pourtant de la politique fiction : un tel coup d'Etat devrait nécessairement impliquer l'armée pour aboutir, or les relations entre cette dernière et les milieux jihadistes se sont considérablement détériorées depuis l'attaque contre la Mosquée rouge de juillet 2007. De surcroît, les échelons supérieurs de l'armée sont plutôt en bons termes avec les Etats-Unis⁹⁴ et restent soudés derrière leur commandant (le chef d'état major de l'armée de terre, Ashfaq Kayani), ce qui exclut la possibilité d'une fronde d'officiers pro-islamistes. En dépit des lignes de fractures qui se sont dessinées au cours des dernières années au sein de l'institution militaire – entre le corps des officiers d'un côté et les sous-officiers et les hommes du rang de l'autre – l'armée pakistanaise demeure remarquablement soudée, les affiliations sectaires ou les identités ethniques y jouant un rôle de plus en plus négligeable au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie. Si bien que chez les officiers d'état-major, susceptibles de fomenter un nouveau putsch⁹⁵, l'attachement à l'armée en tant qu'institution *nationale* prime sur toute autre affiliation⁹⁶.

Plutôt que dans l'armée, les véritables pôles de stabilité *politique* du pays sont, paradoxalement, à rechercher dans ses institutions en apparence les plus faibles : le judiciaire et les partis. Certes, juges et politiciens se sont dans le passé illustrés par leurs compromissions avec le pouvoir militaire, à des fins personnelles. Et l'armée pakistanaise n'a pas tort de souligner l'incompétence et l'affairisme de la classe politique. Toutefois, les civils n'ont nullement le monopole de la mauvaise gouvernance et de la corruption⁹⁷. Magistrats et politiques ont de surcroît démontré, en 2007-2008, qu'ils pouvaient mobiliser pour la démocratie et l'Etat de droit, et par là même que ces idées demeuraient chères et

⁹³ Voir Paul Kerr et Mary Beth Nikitin, « Pakistan's Nuclear Weapons », *op. cit.* et David E. Sanger, « Obama's worst Pakistan nightmare », *art. cité.*

⁹⁴ Le général Ashfaq Kayani, devenu chef d'état major de l'armée de terre (COAS) en 2007, a été formé aux Etats-Unis et est connu pour sa proximité avec les Américains ; le nouveau chef de l'ISI, le général Ahmed Shuja Pasha, nommé en septembre 2008, bénéficie lui aussi du soutien de Washington. Dans le cadre de ses fonctions précédentes de Directeur général des opérations militaires, il a coordonné les opérations anti-Talibans dans le nord-ouest du pays. Enfin, à l'instar du général Kayani, il se déclare favorable à la dépolitisation de l'armée ; voir Amir Mir, « Will change of ISI chief improve Pakistan's policy, image ? », *The News* (Islamabad), 4 octobre 2008.

⁹⁵ L'armée pakistanaise n'est pas une armée de colonels, sur le modèle africain ou sud-américain, mais une armée professionnelle respectueuse de la hiérarchie ; pour aboutir, un nouveau coup d'Etat devrait être orchestré ou au moins approuvé par l'état-major, en particulier par le COAS, le DG ISI et les commandants des grands corps d'armée.

⁹⁶ Pour une somme récente sur la trajectoire historique de l'armée pakistanaise, voir Shuja Nawaz, *Crossed Swords. Pakistan, Its Army and the Wars Within*, Karachi, Oxford University Press, 2008.

⁹⁷ Ahmed Rashid, *Descent into Chaos*, *op. cit.*

familiales à de nombreux Pakistanais⁹⁸, ce dont on ne peut que se réjouir. C'est dans cette direction que les efforts de la « communauté internationale » doivent porter pour aider le Pakistan à se tirer de l'ornière. Renforcer les institutions démocratiques (en particulier dans les FATA, exclues du jeu politique national en vertu d'un état d'exception qui a laissé le champ libre aux Talibans⁹⁹), rééquilibrer les relations Centre-provinces, étoffer le budget de l'aide au développement (en particulier dans le secteur de l'éducation) est devenu plus urgent que jamais. Une chance reste à saisir, avant que l'Etat pakistanais ne perde entièrement le contact avec sa société.

⁹⁸ Cet attachement à la démocratie s'est trouvé confirmé par tous les sondages récemment conduits au Pakistan ; voir Thomas R. Pickering, Carla Hills and Morton Abramowitz, « The answer in Pakistan », *The Washington Post*, 13 novembre 2007.

⁹⁹ En vertu de cette législation héritée de la période coloniale, les *Frontier Crime Regulations* (FCR), les FATA sont placées sous un régime juridique d'exception, qui interdit notamment la tenue d'élections partisans et qui a barré la route aux partis séculiers dans la région.

Conclusion

Tandis que l'Etat pakistanais recule, la militarisation de la société progresse. En armant les tribus pachtoune pour tenir tête aux Talibans locaux, cet Etat est partie prenante de son propre processus de marginalisation. Cette stratégie risque de conduire à une escalade dans la guerre civile qui sévit d'ores et déjà dans la ceinture pachtoune. Le défi taliban n'est pourtant que l'une des menaces pesant sur l'avenir du Pakistan. Partout, le recul de l'Etat est patent. Dans ce contexte de recul de l'Etat, sur fond de crise économique, les violences sectaires et ethniques connaissent un regain d'intensité, menaçant le pays d'une implosion généralisée déclinée en conflits localisés. Si elle n'est pas enrayée, cette « descente vers le chaos » ne manquera pas d'avoir de graves conséquences régionales, en contribuant à un regain de tensions avec l'Inde et à une extension durable du domaine de la guerre dans une zone afghano-pakistanaise de plus en plus indistincte.

Il n'est pourtant pas trop tard pour échapper à ce scénario catastrophe, qui ne manquerait pas d'ébranler également la sécurité internationale – à quand un attentat de l'ampleur du 11 septembre portant l'estampille « *Made in Waziristan* » ?¹⁰⁰.

Un nécessaire plan de sauvetage du Pakistan doit être conçu en intégrant les préoccupations stratégiques et sécuritaires des autorités indiennes et afghanes. Il s'agit en somme d'une sorte de billard à trois bandes : si les partenaires du Pakistan parviennent à se mettre d'accord sur une stratégie coordonnée, il leur faudra la promouvoir à Delhi et Kaboul autant qu'à Islamabad.

Le premier volet de ce plan de sauvetage consisterait à renforcer les institutions démocratiques au Pakistan, en assurant le pouvoir civil du soutien indéfectible de la « communauté internationale », y compris en cas de conflit ouvert avec l'armée. En dépit de leur maladresse et de leurs revirements répétés, le président Asif Zardari et son Premier ministre Yusuf Reza Gilani semblent déterminés à établir la suprématie du pouvoir civil sur le pouvoir militaire. Configuration inédite au Pakistan, le chef de l'armée de terre, le général Ashfaq Kayani, n'est pas fondamentalement opposé à ce

¹⁰⁰ La plupart des attentats ou des projets d'attentats ayant visé des cibles occidentales au cours des dernières années remontent, d'une manière ou d'une autre, aux FATA. C'est le cas des attentats de Londres de juillet 2005, du projet d'attentat contre des appareils décollant d'Heathrow (août 2006) et de projets plus récents visant le Danemark et l'Allemagne ; voir Ahmed Rashid, *Descent into Chaos*, op. cit., p. 278-279.

projet, qui lui permettrait de reprofessionnaliser son armée. Il y a là une chance historique à saisir, qui permettrait de dégager le pouvoir civil d'une préoccupation constante. Il serait pourtant illusoire de croire que l'armée se laissera intégralement dépouiller de son autorité sans réagir. L'opposition ferme du général Kayani à une mise sous tutelle de l'ISI par les civils est là pour en témoigner. Le pouvoir civil et les partenaires étrangers du pays devront donc temporiser, en concédant au moins provisoirement un pré carré aux militaires (notamment en matière de renseignement), dont la superficie ne pourra être réduite que progressivement, sous peine de provoquer un nouveau coup d'Etat militaire. Au-delà de cette autonomie relative temporairement concédée à l'armée par le pouvoir civil, des gages devront lui être offerts par la « communauté internationale », afin de la convaincre de surmonter durablement son antipathie à l'égard des civils. La vente de matériels militaires au statut symbolique (les F-16 américains, en particulier, devenus le symbole des infidélités occidentales, dans l'armée autant que dans l'opinion publique pakistanaise) pourraient constituer un geste nécessaire à cet égard. Ce qui ne manquerait pas, par ailleurs, de susciter la réprobation des voisins du Pakistan, en particulier de l'Inde.

Le deuxième volet de ce plan de sauvetage doit donc répondre aux inquiétudes du voisin indien. Sur ce point, il s'agirait de convaincre la partie indienne du caractère essentiellement symbolique de ces ventes d'armement¹⁰¹, tout en lui démontrant les mérites d'une coopération soutenue avec le Pakistan en matière de lutte anti-terroriste. Les résultats obtenus par le gouvernement pakistanais -sous la pression internationale- dans son offensive en cours contre le Lashkar-e Tayyeba auront ici valeur de test. Une campagne inaboutie, à coups d'effets d'annonce, aurait un impact désastreux sur les relations indo-pakistanaïses et limiterait grandement les chances de succès d'une intervention internationale visant au renforcement de l'Etat pakistanais et à la pacification de la société.

Rallier l'Inde à un plan de sauvetage du Pakistan implique également de renoncer à une internationalisation de la question du Cachemire. Le projet d'un « groupe de contact » international ayant vocation à « trouver une solution au conflit du Cachemire », tel que le proposent par exemple Ahmed Rashid et Barnett Rubin¹⁰², est bien peu réaliste dans la mesure où il se heurterait inévitablement à l'hostilité de la partie indienne, qui a toujours refusé toute internationalisation de ce conflit « intérieur ». Et la simple évocation d'un tel mécanisme suffirait à aliéner la partie indienne dans ce jeu de billard à trois bandes dont dépend la stabilisation du Pakistan et de la région.

¹⁰¹ Il s'agirait de limiter le volume de ces contrats militaires mais aussi de se contenter de fournir des versions standard des matériels en question – dans le cas des F-16, par exemple, il serait sans doute possible de rassurer la partie indienne en s'abstenant de livrer des versions optimisées de ces appareils, à des fins de combat.

¹⁰² Barnett R. Rubin et Ahmed Rashid, "From Great Game to Great Bargain: Ending Chaos in Afghanistan and Pakistan", *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2008.

Dernière bande de ce jeu régional, l'Afghanistan, qu'il faut également rallier à ce plan d'action international. Préoccupé par les infiltrations continues des Talibans en provenance du Pakistan, Kaboul devra être rassurée sur les intentions pakistanaises. Le gouvernement pakistanais devra ainsi offrir des gages à son voisin, par exemple en se montrant plus déterminé à interdire l'accès à son territoire aux Talibans afghans. Là encore, il s'agit de passer ici des effets d'annonce à des actions tangibles, susceptibles de rétablir la confiance entre voisins.

Sur ce volet de l'anti-terrorisme, à la fois à l'encontre des Talibans afghans et des jihadistes du Cachemire, la « communauté internationale » doit s'attendre à des résistances des élites civiles et militaires du Pakistan, qui ont longtemps vu dans ces *troublemakers* non-étatiques une réserve stratégique. A ce titre, la « communauté internationale » devra assortir ses offres de coopération renforcée d'une fermeté sans faille. Le double jeu des élites pakistanaises – militaires en particulier – à l'égard des jihadistes ne peut plus être toléré comme il l'a été dans les années qui ont suivi les attaques du 11 septembre 2001. Or, sur ce point, les instruments de pression de la « communauté internationale » sont loin d'être négligeables. Comme le souligne Ahmed Rashid, les élites pakistanaises sont très sensibles à l'image de leur pays à l'étranger et redoutent une mise au ban des nations¹⁰³. Un langage ferme a donc toutes les chances d'être entendu à Islamabad, à condition de l'assortir de menaces de sanctions et d'offres de coopération bien ciblées. Cette fermeté, pouvant aller jusqu'à la coercition, est aussi le meilleur gage à offrir aux voisins du Pakistan. Elle leur démontrerait qu'en se portant au chevet du Pakistan, il ne s'agit pas d'absoudre ses dirigeants de leurs dérives passées et persistantes -voire de « récompenser » le pays pour ses travers, vu de Delhi ou Kaboul- mais bien de contribuer à l'édifice d'une sécurité régionale renforcée, aux bénéfices partagés.

Parallèlement à ces démarches diplomatiques, la « communauté internationale » doit se porter, rapidement et massivement, au chevet de l'économie pakistanaise. Un effondrement de l'économie, sur fond d'inflation galopante et de chômage endémique, ne pourra qu'alimenter la contestation sociale et annuler les programmes de consolidation de l'Etat.

Si la route à suivre paraît assez claire, et répétons-le bénéficie d'un contexte relativement favorable en matière de relations civilo-militaires à Islamabad, les erreurs à éviter sont plus évidentes encore. La première est celle du désintéressement (*under-reacting*), qui consisterait à n'offrir qu'un soutien du bout des lèvres au pouvoir civil, en laissant les relations civilo-militaires se dégrader pour aboutir à un nouveau coup d'état militaire et, à terme, à une désintégration irrémédiable de l'Etat-nation pakistanais. A l'opposé, le surinvestissement (*over-reacting*) serait tout aussi périlleux, notamment si celui-ci devait conduire à une intervention massive de troupes étrangères sur le sol pakistanais, que celle-ci prenne la forme d'une invasion (très improbable, en tout cas dans l'état actuel des relations américano-pakistanaises) ou d'opérations conjointes avec les forces

¹⁰³ *Ibid.*

armées pakistanaises (qui à l'heure actuelle se heurtent à un refus catégorique d'Islamabad, même si la situation sur le terrain est peut-être plus complexe que ne le laissent paraître ces logiques d'affichage à destination de l'opinion publique pakistanaise¹⁰⁴). Cette intervention étrangère se heurterait inévitablement à une forte résistance armée, de la part des Talibans locaux mais aussi des *lashkars* tribaux, dont les rangs ne finissent pas d'enfler dans les FATA et la NWFP. La ligne Durand est un Rubicon que les forces étrangères ne doivent franchir sous aucun prétexte. Outre les périls auxquels s'exposeraient ces troupes étrangères en s'aventurant dans cette région surarmée, une telle démarche ne pourrait que souder les populations locales et les Talibans – locaux et afghans – face à l'envahisseur étranger. Une telle aventure militaire, même si elle était menée de concert avec les forces armées pakistanaises, ne pourrait que radicaliser l'ensemble de la société, par-delà les seules régions pachounes. Certes, la résistance aux forces étrangères ne manquerait pas de revivifier le sentiment d'appartenance nationale dans cette société de plus en plus fragmentée. Mais la sécurité régionale et internationale risquerait d'être ébranlée par un Pakistan galvanisé par un islamo-nationalisme adossé à des mouvements pan-islamistes aux ambitions globales.

¹⁰⁴ Il est possible que les attaques de drones américains contre les cadres d'*Al Qaïda* réfugiés au Pakistan (près d'une trentaine en 2008) soient coordonnées en territoire pakistanais et non depuis l'Afghanistan. Dans son dernier ouvrage, le journaliste Ahmed Rashid affirme que les appareils sans pilote employés dans ces attaques décolleraient d'une base secrète de la CIA située dans les zones tribales pakistanaises. Le 13 février 2009, la présidente de la Commission du renseignement du Sénat américain, Dianne Feinstein, a pour la première fois apporté un début de confirmation à cette information, en affirmant qu'à sa connaissance, ces appareils « décollent d'une base pakistanaise » ; voir Ahmed Rashid, *Descent into Chaos*, op. cit., p. 389 et Anwar Iqbal, « US officials say drones using Pakistan base », *Dawn*, 14 février 2009.

Bibliographie

Ouvrages

ASKARI-RIZVI Hasan, *Military, State and Society in Pakistan*, Lahore, Sang-e Meel, 2003.

BAYART Jean-François, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

BRIQUET Jean-Louis et FAVAREL-GARRIGUES Gilles (dir.), *Milieux criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, 2008.

GAYER Laurent et JAFFRELOT Christophe (dir.), *Milices armées d'Asie du Sud. Privatisation de la violence et implication des Etats*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

KALIVAS Stathys, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

KERR Paul et NIKITIN Mary Beth, « Pakistan's Nuclear Weapons : Proliferation and Security Issues », *CRS Report for Congress*, 20 juin 2008.

MOSS George L., *De la grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999 [1990].

NAWAZ Shuja, *Crossed Swords. Pakistan, Its Army and the Wars Within*, Karachi, Oxford University Press, 2008.

PRATTEN David et SEN Atreyee (eds.), *Global Vigilantes*, London, Hurst, 2007.

RASHID Ahmed, *Descent into Chaos. How the War against Islamic Extremism is Being Lost in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Londres, Penguin, 2008.

ROUGIER Bernard (dir.), *Qu'est ce que le salafisme ?*, Paris, PUF, collection « Proche Orient », 2008.

WHITE Joshua T., *Pakistan's Islamist Frontier. Islamic Politics and U.S. Policy in Pakistan's North West Frontier Province*, Religion & Security Monograph Series no.1, Arlington (VA), Center on Faith and International Affairs, 2008.

Articles de revues

ABBAS Hassan, « A Profile of Tehrik-i-Taliban Pakistan », *CTC Sentinel*, 1 (2), p. 2.

ABOU ZAHAB Mariam, « La frontière dans la tourmente: la talibanisation des zones tribales », *Outre-Terre*, à paraître.

GAYER Laurent, « Guns, Slums and 'Yellow Devils': a Genealogy of Urban Conflicts in Karachi, Pakistan », *Modern Asian Studies*, vol. 41 n° 3, 2007, pp. 515-544.

GAYER Laurent, « Le général face à ses juges : la fronde de la justice pakistanaise », *Critique internationale*, n° 42, janvier-mars 2009.

GAYER Laurent, « Le Pakistan : un Etat en formation dans un contexte de turbulences intérieures et régionales », *Annuaire français de relations internationales*, Paris/Bruxelles, La Documentation française/Bruylant, 2004.

KHAN Nichola, « Mobilisation and Political Violence in the Mohajir Community of Karachi », *Economic & Political Weekly* (Delhi), 23 juin 2007, p. 2435-2443.

LAKSHMAN Kanchan, « Skirting Failure », *South Asia Intelligence Review*, vol. 7, n° 28, 19 janvier 2009.

LUONGO Kenneth N., « Nuclear security in Pakistan after Musharraf », *WMD Insights*, octobre 2008.

RUBIN Barnett R. et RASHID Ahmed, "From Great Game to Great Bargain: Ending Chaos in Afghanistan and Pakistan", *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2008.

YUSUFZAI Rahimullah, « A who's who of the insurgency in Pakistan's North West Frontier Province », *Terrorism Monitor*, vol. 6, n° 18, 22 septembre 2008.

Articles de presse

AHMED Maqbool, « 'Holy' Writ », *The Herald*, novembre 2008.

AHMED Maqbool, « City in Fear », *The Herald*, novembre 2008.

BBCUrdu.com, « Lash ki be hurmati kion ? », 16 décembre 2008.

Daily Times, « Violence claims 7,997 lives in 2008 », 21 janvier 2009.

Dawn.com « Six soldiers, 40 militants killed in Mohmand clash », 11 janvier 2008.

HASAN Khalid, « Pakistan facing grave economic crisis », *Daily Times*, 15 décembre 2008.

HASSAN Nadir, « Dubai Chalo », *Newsline*, novembre 2008.

HUSAIN Syed Talat, « The Gathering Storm », *Newsline*, août 2008.

HUSSAIN Talat, « The do nothing party », *Newsline*, juin 2008.

IQBAL Anwar, « US officials say drones using Pakistan base », *Dawn*, 14 février 2009.

Jahan nama, *BBCUrdu.com*, 17 décembre 2008.

Jahan Nama, *BBCUrdu.com*, 26 décembre 2008.

KAKAR Ibad Alhai, « Taliban ki vidiotep main fedayin », *BBCUrdu.com*, 18 janvier 2009.

KHAN Ismail, « Desperate moves on to secure Swat – the lost valley », *Dawn*, 15 janvier 2009.

KHAN Mansoor, « Politics of deadly riots », *The Herald*, janvier 2009.

KHAN Mansoor, « Street surgery », *The Herald*, janvier 2009.

MATRA-DAWOOD Shimaila, « Life below the line », *Newsline*, juin 2008.

MIR Amir, « Pakistan tops Iraq, Afghanistan in suicide bombing deaths », *The News*, 15 septembre 2008.

MIR Amir, « Will change of ISI chief improve Pakistan's policy, image ? », *The News*, 4 octobre 2008.

PARACHA Abdul Sami, « Taliban claim beheading Pole », *Dawn*, 8 février 2009.

PICKERING Thomas R., HILLS Carla and ABRAMOWITZ Morton, « The answer in Pakistan », *The Washington Post*, 13 novembre 2007.

QUREISHI Shujaiddin, « Gone with the wind », *Newsline*, novembre 2008.

RAJANI Shayan, « Suicide bombings: a look back », *The Herald*, novembre 2008.

RASHID Harun, « Bandobasti elaqon main ta'yanatian », *BBCUrdu.com*, 8 janvier 2009.

Sair Bin (Tour d'horizon), *BBCUrdu.com*, 21 décembre 2008.

SANGER David E., « Obama's worst Pakistan nightmare », *The New York Times*, 8 janvier 2009.

SHAH Zahir, « Lashkars and their critics », *The Herald*, novembre 2008.

SHAHZAD Syed Saleem, « Pakistan's military takes a big hit », *Asia Times Online*, 13 décembre 2008.

SHINWARI Ibrahim, « Militants raid Nato supplies, hijack 13 military trucks », *Dawn*, 11 novembre 2008.

Ummat, « Pakhtunon ke kavaif jamah karne ke lie sector-e satah par kamitian tashkil », 27 novembre 2008.

Ummat, « 40 se zaed makan, hotel aur karkhane jala die gae – mazid 15 halak », 2 décembre 2008.

Ummat, « Karachi main, hangame aur firing – 9 ifrad halak, 85 zakhmi, 20 garian nazr atish », 30 novembre 2008.

Ummat, « Liaqatabab : 2 Pashtun no javan ke kan kat die gae », 26 novembre 2008.

Ummat, « Pur tashadud hangame shidat ikhtiar kar gae – mazid 20 halak », 1^{er} décembre 2008.

YUSUFZAI Rahimullah, « The tribes fight back », *Newsline*, octobre 2008.

Communications

ABOU ZAHAB Mariam, « Changing Patterns of Social and Political Life Among the Tribal Pashtuns in Pakistan », intervention au colloque « Dynamics of Contemporary Islam and Economic Development in Asia, from the Caucasus to China », New Delhi, 17 avril 2008.

DORRONSORO Gilles, intervention à la table ronde « Afghanistan 2008 and Beyond: Understanding Local Dynamics, Dealing with Strategic Challenges », Paris, CERI, 9 décembre 2008.

PERROT Sandrine, intervention au colloque « Regards croisés sur les milices d'Afrique et d'Amérique latine », CERI, Paris, septembre 2008.

Liste des acronymes

ANP Awami National Party – Parti populaire national, parti nationaliste pachtoune, laïc

FATA Federally Administered Tribal Areas – zones tribales à la frontière de l’Afghanistan

IJT Islami Jamiat-e Tulaba – Association des étudiants islamiques, branche étudiante de la JI

ISI Inter Services Intelligence – principaux services de renseignement de l’armée pakistanaise

JI Jama’at-e Islami – L’organisation islamique, principal parti islamiste pakistanais

JuD Jama’at-ud Dawa – Organisation pour l’Appel, nouvelle appellation du LeT depuis son interdiction en 2002

LeJ Lashkar-e Jhangvi – L’armée de Jhangvi, groupe sectaire sunnite

LeT Lashkar-e Tayyeba – L’armée des purs, groupe jihadiste fondé par Abdullah Azzam, mentor d’Oussama Ben Laden, actif au Cachemire et dans le reste de l’Inde

MQM Mohajir Qaumi Movement – Mouvement national mohajir, parti basé à Karachi et défendant les intérêts de la minorité ourdouphone du Sind urbain, les Mohajirs

NAP National Awami Party – Parti national populaire, ancêtre de l’ANP

NWFP North West Frontier Province

PML (N) Pakistan Muslim League (Nawaz)

PPP Pakistan People’s Party

ST Sunni Tehrik – Le Mouvement sunnite, groupe sectaire barelwi

TTP Tehrik-e Taliban Pakistan – Mouvement des Talibans du Pakistan

Informations aux lecteurs

Si vous êtes intéressé(e) par d'autres publications de la collection, veuillez consulter la section « Focus stratégique » sur le site Internet de l'Ifri :

<http://www.ifri.org>

Les derniers numéros publiés de la collection « Focus stratégique » sont :

- Aline Leboeuf, Entre développement et sécurité : les interventions allemandes en crise, Focus stratégique n° 13, janvier 2009
http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_securite_dev_Alemagne_Leboeuf.pdf
- Mathieu Guidère, La tentation internationale d'Al-Qaïda au Maghreb, Focus stratégique, n° 12, décembre 2008
http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_strategique_12_Guidere.pdf
- John Gordon, Transforming for What ? Challenges Facing Western Militaries Today, Focus stratégique, n° 11, novembre 2008
http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_strategique_11_Gordon.pdf
- Corentin Brustlein, La surprise stratégique : de la notion aux implications, Focus stratégique, n° 10, octobre 2008
http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_Brustlein_Surprise_Strategique.pdf
- Sébastien Melmot, Candide au Congo : l'échec annoncé de la réforme du secteur de sécurité (RSS), n° 9, septembre 2008
http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_Candide_Congo.pdf
- Philippe Coquet, La notion de partage capacitaire en question, Focus stratégique n° 8, juin 2008
http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_strategique_8_Coquet_partage_capacitaire.pdf